

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204580]

2 MAI 2019. — Décret relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le règlement (UE) n° 1143/2014 : le règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes;

2° l'accord de coopération du 30 janvier 2019 : l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes;

3° détenir intentionnellement une espèce exotique envahissante : se trouver, en connaissance de cause, dans l'une des situations suivantes :

a) conserver, y compris en détention confinée, élever ou cultiver, y compris en détention confinée au moins un spécimen d'une espèce exotique envahissante inscrite sur la liste UE ou sur la liste nationale, ou la mettre en situation de se reproduire, de pousser ou d'être cultivée, y compris en détention confinée, au sens de l'article 7, § 1^{er}, b), c) et g), du règlement (UE) n° 1143/2014;

b) utiliser, transporter, échanger ou commercialiser volontairement au moins un spécimen d'une espèce exotique envahissante inscrite sur la Liste UE ou sur la Liste nationale.

Concernant le a), par conserver, l'on entend le fait de maintenir volontairement un spécimen vivant en sa possession ou sous son contrôle, quel que soit le stade de son cycle biologique;

4° l'espèce largement répandue : l'espèce au sens de l'article 3, 16), du règlement (UE) n° 1143/2014;

5° la liste UE : la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, adoptée en application de l'article 4 du règlement (UE) n° 1143/2014;

6° la liste nationale : la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour la Belgique, visée à l'article 12 du règlement (UE) n° 1143/2014 et aux articles 32 à 36 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019;

7° l'introduction dans la nature : la libération ou la dissémination, intentionnelle ou non, d'un ou de plusieurs spécimens d'une espèce en des lieux et selon des modalités rendant possible leur libre propagation ou celle de leur descendance vers des lieux adjacents.

Les définitions visées à l'article 1^{er} de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'appliquent au présent décret.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Le présent décret organise l'exécution du règlement (UE) n° 1143/2014 et de l'accord de coopération du 30 janvier 2019.

Le présent décret s'applique aux catégories d'espèces exotiques envahissantes relevant du champ d'application du règlement (UE) n° 1143/2014, tel que défini à son article 2.

Art. 3. § 1^{er}. Pour le calcul des délais visés dans le présent décret ou dans ses arrêtés d'exécution, le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Lorsque le jour de réception d'un acte constitue le point de départ d'un délai, il n'y est pas inclus.

§ 2. Pour les dispositions qui impliquent la conservation de données à caractère personnel, le Gouvernement est habilité à déterminer la durée de conservation des données.

CHAPITRE III. — *Listes d'espèces exotiques envahissantes*

Art. 4. Le Gouvernement peut introduire une demande d'inscription complémentaire ou de retrait d'une espèce exotique envahissante de la liste UE, en application des articles 25 et 26 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019.

Il détermine les modalités de procédure de cette demande et les éléments et informations qui l'accompagnent.

Art. 5. Le Gouvernement peut introduire une demande d'inscription complémentaire ou de retrait d'une espèce exotique envahissante de la liste nationale, en application des articles 33 et 34 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019. Il détermine les modalités de procédure de cette demande et les éléments et informations qui l'accompagnent.

CHAPITRE IV. — *Restrictions et mesures applicables aux activités concernant des espèces exotiques envahissantes*

Section 1^{re}. — Restrictions et mesures applicables aux activités concernant des espèces exotiques envahissantes inscrites sur la liste UE ou la liste nationale

Sous-section 1. — Prévention de l'introduction et de la propagation intentionnelle ou non intentionnelle des espèces exotiques envahissantes

Art. 6. La présente sous-section s'applique aux mesures de prévention à l'introduction et de la propagation intentionnelle ou non intentionnelle des espèces exotiques envahissantes.

Les activités visées à l'article 7, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014 concernant des espèces inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale sont interdites sans préjudice :

1° des activités autorisées par un permis d'environnement conformément aux articles 9 et 10;

2° du régime transitoire visé à l'article 37.

Le Gouvernement adopte des mesures de police nécessaires en vue d'assurer l'effectivité des restrictions visées à l'article 7, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014 et de l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er}. Ces obligations peuvent plus particulièrement consister :

- 1° en l'obligation de remise ou d'élimination de certains spécimens d'espèces concernées;
- 2° en la pose de scellés;
- 3° à ordonner la suspension ou l'interdiction d'exploiter;
- 4° à ordonner la cessation totale ou partielle d'une exploitation ou d'une activité;
- 5° à réglementer le commerce intérieur et du transport de marchandises ou de produits susceptibles de présenter un risque d'introduction ou de propagation d'espèces inscrites sur la Liste UE ou sur la Liste nationale;
- 6° à ordonner le confinement d'espèces inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale, dans l'attente de leur éradication;
- 7° à imposer des normes de conduites en vue de prévenir l'introduction ou la propagation d'espèces inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale.

Sans préjudice des mesures d'information et de sensibilisation visées aux articles 27 et 28, le Gouvernement peut prendre toute mesure incitative ou contractuelle en vue d'assurer l'effectivité des restrictions visées à l'article 7, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014 et de l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er}. Ces mesures peuvent plus particulièrement consister :

- 1° en la conclusion de toute convention ou de tout partenariat avec une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de droit public ou privé;
- 2° en la conclusion de conventions environnementales au sens de la Partie VII du Livre I^{er} du Code de l'environnement;
- 3° en l'élaboration, en concertation avec les opérateurs économiques concernés, de codes de bonnes pratiques;
- 4° en l'octroi de subventions à une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de droit public ou privé.

Art. 7. § 1^{er}. Toute personne détenant intentionnellement une espèce inscrite, au moment de l'entrée en vigueur du présent décret ou postérieurement à celle-ci, sur la liste UE ou sur la liste nationale ainsi que toute personne ayant introduit intentionnellement une telle espèce avant l'entrée en vigueur du décret ou, si elle est postérieure à cette date, avant l'inscription sur l'une des listes précitées, le notifie à l'autorité désignée par le Gouvernement :

- 1° lorsqu'il s'agit d'un animal de compagnie détenu par son propriétaire à des fins non commerciales au sens de l'article 31, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014;
- 2° lorsqu'il s'agit d'un ou plusieurs spécimens d'une espèce d'un stock commercial au sens de l'article 32 du règlement (UE) n° 1143/2014;
- 3° dans les autres cas, lorsque la personne détient intentionnellement une espèce exotique envahissante non encore largement répandue, figurant sur une liste arrêtée par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement fixe :

- 1° la procédure et les modalités de la notification visée au paragraphe 1^{er} ;
- 2° la méthode de réception de la notification par l'autorité compétente;
- 3° les mesures générales de prévention ou de gestion que respectent les détenteurs, sans préjudice des conditions prévues à l'article 37;
- 4° les modalités selon lesquelles l'autorité compétente pour recevoir la notification peut imposer au notifiant des mesures préventives ou de gestion au titre de conditions particulières en vue d'éviter ou réduire les risques pour la biodiversité et les services écosystémiques associés, l'environnement, la santé ou l'économie liés à l'introduction ou la propagation de l'espèce concernée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 3°, les mesures générales de prévention ou de gestion sont définies en fonction de chaque espèce ou groupe d'espèces tant végétales qu'animales.

§ 3. Ne commet pas une infraction, celui qui, en dehors des cas autorisés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, détient intentionnellement, postérieurement au moment de l'entrée en vigueur du décret ou, si elle est postérieure, de son inscription sur la liste UE ou la liste nationale, une espèce visée au paragraphe 1^{er}, 3°, s'il le notifie conformément aux modalités visées aux paragraphes 1 et 2 et respecte les mesures préventives ou de gestion imposées en vertu du paragraphe 2.

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice des mesures prises en vertu de l'article 7, § 2, le Gouvernement arrête les mesures de police nécessaires à la prévention de l'introduction ou de la propagation non intentionnelles, y compris, le cas échéant, par négligence grave, des espèces inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale, en application de l'article 7, § 2, du règlement (UE) n° 1143/2014, compte tenu des plans d'action visés à l'article 13 du règlement (UE) n° 1143/2014.

§ 2. Sans préjudice des mesures d'information et de sensibilisation visées aux articles 27 et 28, le Gouvernement peut prendre toute mesure incitative ou contractuelle contribuant à la prévention de l'introduction ou de la propagation non intentionnelles des espèces inscrites sur la sur la liste UE ou sur la liste nationale, compte tenu des plans d'action visés à l'article 13 du règlement (UE) n° 1143/2014.

Sous-section 2. — Permis et autorisations

Art. 9. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, alinéa 2, les activités visées à l'article 8, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014 concernant les espèces inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale sont soumises à permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'autorité compétente les autorise uniquement si les conditions visées à l'article 8, paragraphes 2 à 8, du règlement (UE) n° 1143/2014 sont respectées.

§ 2. Lorsque le demandeur de permis a introduit une demande portant sur la même espèce auprès des autorités compétentes d'une autre partie à l'accord de coopération du 30 janvier 2019, afin de permettre des travaux de recherche, la conservation *ex situ* de l'espèce ou l'amélioration de la santé humaine ou lorsque la demande de permis est manifestement liée à une autre demande de permis introduite auprès d'une autre autorité compétente au niveau national, la procédure visée à l'article 28 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'applique.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui permettent d'agir sur le permis ou sur l'établissement, en cas d'infraction ou non, le permis délivré pour autoriser une activité visée à l'article 8, § 1^{er}, du Règlement EEE peut être retiré, à titre temporaire ou définitif, en application et dans le respect des conditions fixées à l'article 8.5 du Règlement EEE. Le cas échéant, la procédure prévue à l'article 29 de l'accord de coopération s'applique.

Le Gouvernement peut déterminer la procédure d'instruction du retrait du permis.

Art. 10. § 1^{er}. Les activités visées à l'article 9, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014, concernant les espèces inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale, sont soumises à permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'autorité compétente les autorise uniquement si les conditions prévues à l'article 9 du règlement (UE) n° 1143/2014 sont respectées et sous réserve de l'autorisation préalable de la Commission visée à l'article 9 du règlement (UE) n° 1143/2014.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités à respecter par le demandeur avant d'introduire sa demande de permis d'environnement.

§ 2. La demande de permis d'environnement est recevable uniquement si elle comprend l'autorisation délivrée par la Commission en application de la procédure visée à l'article 9 du règlement (UE) n° 1143/2014.

§ 3. Lorsque le demandeur de permis a introduit une demande portant sur la même espèce auprès des autorités compétentes d'une autre partie à l'accord de coopération du 30 janvier 2019, la procédure visée à l'article 31 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'applique.

§ 4. Sans préjudice des dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui permettent d'agir sur le permis ou sur l'établissement, en cas d'infraction ou non, le permis délivré pour autoriser une activité visée à l'article 9, § 1^{er}, du Règlement EEE peut être retiré, à titre temporaire ou définitif, en application et dans le respect des conditions fixées à l'article 8.5 du Règlement EEE. Le cas échéant, la procédure prévue à l'article 29 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'applique.

Le Gouvernement peut déterminer la procédure d'instruction du retrait du permis.

Section 2. — Restrictions et mesures applicables aux activités concernant des espèces exotiques autres que celles inscrites sur la liste UE ou la liste nationale

Art. 11. La présente section s'applique pour les restrictions et les mesures applicables aux activités concernant des espèces exotiques autres que celles inscrites sur la liste UE ou la liste nationale.

L'introduction intentionnelle dans la nature et dans les parcs à gibier de tout spécimen d'une espèce animale exotique est interdite.

L'interdiction prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux espèces animales exotiques figurant sur une liste adoptée par le Gouvernement.

Cette liste reprend les espèces animales exotiques qui peuvent être introduites dans la nature en raison, d'une part, de l'ancienneté de leur présence sur le territoire, de leur utilité pour les secteurs agricole, aquacole, halieutique ou cynégétique, éventuellement de l'agrément qu'elles peuvent procurer et, d'autre part, de l'absence de préjudice qu'elles sont susceptibles d'occasionner à la biodiversité sur base des connaissances scientifiques disponibles.

Le projet de liste ou de modification de la liste est soumis au préalable à l'avis du pôle « Ruralité », pour l'ensemble de ses sections, et de toute instance que le Gouvernement désigne.

Art. 12. Le Gouvernement peut adopter des listes d'espèces exotiques envahissantes végétales dont la plantation ou le dépôt sont interdits ou sont réglementés sur tout ou partie du territoire wallon et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les listes visées à l'alinéa 1^{er} sont adoptées compte tenu des dernières connaissances scientifiques disponibles relatives à la capacité d'une espèce à se naturaliser sur le territoire de la Région wallonne, de son pouvoir de dispersion dans l'environnement, de la colonisation des habitats naturels et semi-naturels et de sa capacité à causer un préjudice à la biodiversité.

Le projet de liste est soumis au préalable à l'avis du pôle « Ruralité », pour l'ensemble de ses sections et de toute instance que le Gouvernement désigne.

Art. 13. § 1^{er}. Des dérogations peuvent être octroyées aux interdictions visées aux articles 11 et 12 si le demandeur démontre que l'acte envisagé n'est pas susceptible d'être dommageable à l'échelle du site et à l'échelle régionale pour les espèces indigènes et les habitats naturels, la santé et les intérêts économiques ainsi que la sécurité des biens et des personnes et que la demande de dérogation est délivrée soit :

- 1° à des fins agricoles;
- 2° à des fins aquacoles et halieutiques;
- 3° à des fins forestières;
- 4° à des fins cynégétiques;
- 5° pour des motifs de protection de la flore ou de la faune ou de leurs habitats;
- 6° pour des motifs liés à l'intérêt général;
- 7° pour des fins de recherche scientifique.

§ 2. Le Gouvernement détermine l'autorité compétente pour connaître des demandes de dérogation. Il arrête la forme, le contenu de la demande de dérogation et les modalités d'introduction de celle-ci. Il détermine également les modalités d'instruction de la demande, les délais et les instances devant être consultées. Le Gouvernement peut également fixer le contenu de la décision. Il peut également prévoir une possibilité de retrait de la décision.

A défaut d'envoi de la décision portant sur la demande de dérogation dans les conditions et délais fixé par le Gouvernement, la demande de dérogation est réputée rejetée.

Un recours à l'encontre de la décision prise suite à la demande de dérogation est ouvert devant le Gouvernement. Les délais et les modalités d'introduction et d'instruction de ce recours sont déterminés par le Gouvernement. A défaut d'envoi de la décision dans les conditions et délais impartis, la décision de première instance est confirmée.

CHAPITRE V. — *Mesures d'urgence et plan d'action national*

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement précise les mesures d'urgence pouvant être prises dans l'hypothèse visée à l'article 10, paragraphe 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014, suivant les conditions et la procédure fixées aux articles 10, §§ 2 à 7, du règlement (UE) n° 1143/2014, et en arrête les modalités.

Lorsque de telles mesures sont prises pour tenir compte de la présence ou de l'introduction imminente sur le territoire de la Région wallonne d'une espèce exotique envahissante non reprises sur la liste européenne mais susceptible de remplir les critères pour y être inscrite, la procédure fixée à l'article 38, §§ 1^{er} à 3, de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'applique.

§ 2. Le Gouvernement peut rendre applicable l'interdiction et tout ou partie des mesures visées aux articles 6, 7, 8, 9 et 10 lorsqu'il dispose d'éléments de preuve indiquant la présence ou un risque imminent d'introduction ou de propagation sur le territoire de la Région wallonne d'une espèce exotique envahissante qui ne figure pas sur la liste nationale mais qui, sur la base de preuves scientifiques préliminaires, est susceptible de remplir les critères pour y être inscrite.

Art. 15. Pour la mise en œuvre des articles 39 à 41 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019, le Gouvernement désigne l'autorité compétente au sens des dispositions précitées.

CHAPITRE VI. — *Surveillance, détection précoce et éradication rapide*

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête les modalités de collecte et d'enregistrement des données relatives à l'apparition dans l'environnement des espèces exotiques envahissantes inscrites sur la liste UE et sur la liste nationale ou susceptibles de remplir les critères pour y être inscrites, afin d'assurer la surveillance visée à l'article 14 du règlement (UE) n° 1143/2014 et l'étendre, le cas échéant, aux espèces reprises sur la liste nationale ou susceptibles de remplir les critères pour y être inscrites.

§ 2. Les autorités ou services ressortissant de la Région wallonne, les communes et les autres personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, que le Gouvernement désigne transmettent à l'autorité compétente désignée par le Gouvernement les informations en leur possession susceptibles de contribuer à la surveillance de l'apparition dans l'environnement, sur le territoire de la Région wallonne, d'espèces exotiques envahissantes inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale. Ils l'informent également de toutes modifications de ces données.

Art. 17. En application de l'article 47 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019, l'autorité désignée par le Gouvernement notifie à la Commission européenne, conformément à l'article 16, § 2, du règlement (UE) n° 1143/2014, l'introduction ou la présence sur le territoire de la Région wallonne d'une espèce exotique envahissante inscrite sur la liste UE. Il en informe simultanément le Comité national des espèces exotiques envahissantes.

Les données recueillies dans le cadre de la surveillance organisée par l'article 16 sont utilisées afin de procéder à la détection précoce de l'introduction ou de la présence sur le territoire de la Région wallonne d'une espèce exotique envahissante inscrite sur la liste UE ou sur la liste nationale ou susceptibles de remplir les critères pour y être inscrites.

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement peut préciser les mesures d'éradication rapide devant être prises dans le délai prévu à l'article 17, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014.

Ces mesures sont fixées en vue de parvenir à l'élimination rapide, totale et permanente des espèces exotiques envahissantes non encore largement répandues, figurant sur la liste arrêtée conformément à l'article 7, § 1^{er}, 3^o, en tenant compte de la santé humaine et de l'environnement, en particulier les espèces non visées et leurs habitats, et pour épargner toute douleur, détresse ou souffrance évitable aux animaux.

§ 2. Le Gouvernement détermine, le cas échéant dans le respect de la législation relative aux marchés publics ou aux concessions de service public, les organismes qui peuvent prendre en charge les opérations d'éradication rapide visées au paragraphe 1^{er} s'ils démontrent des capacités techniques suffisantes et s'engagent au respect des exigences du bien-être animal. Le cas échéant, le Gouvernement fixe ces capacités techniques et ces exigences minimales.

§ 3. Le Gouvernement peut fixer la liste des moyens et méthodes d'éradication, sans préjudice des dispositions des législations sur la conservation de la nature, la chasse, les armes, le piégeage, le bien-être animal, et la pêche fluviale ainsi qu'en matière d'utilisation de pesticides agricoles, de produits biocides et d'autres substances dangereuses et de manière à minimiser les incidences sur les espèces non visées et leurs habitats.

Si le Gouvernement, en application de l'alinéa 1^{er}, prévoit que des armes autorisées pour la chasse peuvent être utilisées pour la destruction d'une espèce animale exotique envahissante, la recherche d'une espèce exotique envahissante blessée par une arme de chasse est obligatoire.

§ 4. En cas de dommage causé à leur exploitation suite à la mise en œuvre des mesures d'éradication visées au paragraphe 1^{er}, les exploitants agricoles, horticoles ou forestiers ou les aquaculteurs ou exploitants des pêcheries commerciales peuvent, sur la base d'éléments de preuve démontrant l'existence d'un dommage personnel et direct, solliciter une indemnisation auprès de l'autorité compétente désignée par le Gouvernement. Le cas échéant, la demande peut aussi porter sur la perte de jouissance temporaire d'une partie de leur terrain.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les dommages pour lesquels une indemnisation peut être sollicitée;
- 2° la procédure de l'octroi des dédommagements, en ce compris les organes à consulter;
- 3° les conditions d'octroi du dédommagement;
- 4° les montants de l'indemnité, les abattements, les majorations et diminutions;
- 5° les méthodes d'évaluation et de liquidation du dommage;
- 6° les mesures d'expertise et de contrôle.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, le Gouvernement précise la liste des biens indemnifiables et la liste des biens et dommages pour lesquels aucune indemnité n'est octroyée.

Concernant l'alinéa 2, 3°, le Gouvernement détermine un montant minimal et un montant maximal d'indemnité par bénéficiaire.

Toute demande d'indemnisation est introduite par le biais d'un formulaire, dont le modèle, le contenu et la manière dont il est mis à disposition sont arrêtés par le Gouvernement.

L'indemnisation est refusée lorsque le demandeur concerné est responsable de l'introduction de l'espèce ayant nécessité la prise d'une mesure visée au paragraphe 1^{er} et peut être refusée lorsque la mesure prise lui procure un avantage quelconque.

L'indemnité octroyée est calculée en fonction des éléments de preuve fournis par le demandeur et sous déduction des améliorations ou plus-values éventuelles résultant des mesures d'éradication prises en application du paragraphe 1^{er}.

§ 5. L'autorité désignée par le Gouvernement informe le Comité national des espèces exotiques envahissantes des mesures prises en application du présent article, conformément à l'article 48,

§ 3, de l'accord de coopération du 30 janvier 2019.

§ 6. Lorsque le Comité décide que l'espèce détectée en application de l'article 14 concerne plus d'une partie à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 ou est susceptible de rapidement se propager sur le territoire d'une autre partie ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, la procédure visée à l'article 48, § 2, de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'applique.

L'autorité désignée par le Gouvernement procède à la notification à la Commission européenne prévue aux articles 17, §§ 1^{er} et 4, du règlement (UE) n° 1143/2014 et communique également ces informations aux autres États membres, conformément à l'article 48, § 2, alinéa 2, de l'accord de coopération du 30 janvier 2019.

§ 7. Sur la base de preuves scientifiques, dans un délai de deux mois à compter de la détection d'une espèce exotique envahissante inscrite sur la liste UE, le Gouvernement peut décider, de ne pas appliquer de mesures d'éradication si au moins une des conditions fixées par l'article 18, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014 est remplie. Il en arrête les modalités de mise en œuvre.

L'autorité désignée par le Gouvernement est chargé de notifier à la Commission, en application de l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement (UE) n° 1143/2014, la décision du Gouvernement. Lorsque la Commission rejette la décision du Gouvernement, l'autorité désignée par le Gouvernement applique sans retard une des mesures d'éradication visées aux paragraphes 1^{er} à 3.

Lorsque la Commission valide la décision du Gouvernement, l'autorité désignée par le Gouvernement soumet l'espèce concernée à l'une des mesures de gestion visée à l'article 16. Il met en place en toute hypothèse des mesures de confinement pour éviter la poursuite de la propagation de l'espèce concernée vers d'autres États membres.

§ 8. Le Gouvernement peut ne pas rendre applicables les mesures visées aux paragraphes 1^{er} à 3 aux espèces reprises sur la liste nationale si l'une des conditions de l'article 18, paragraphe 1^{er}, du règlement (UE) n° 1143/2014 est remplie.

CHAPITRE VII. — *Gestion*

Art. 19. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 20, le Gouvernement arrête les mesures de gestion pouvant être pris, en application de l'article 19 du règlement (UE) n° 1143/2014, pour les espèces exotiques envahissantes inscrites sur la liste UE ou sur la liste nationale et largement répandues sur le territoire de la Région wallonne, afin que leurs effets sur la biodiversité, les services écosystémiques associés ainsi que, le cas échéant, la santé humaine ou l'économie soient réduits au minimum.

Les mesures de gestion sont définies sur la base des critères fixés à l'article 19, § 2, du règlement (UE) n° 1143/2014 et tiennent compte des limites fixées par l'article 19, § 3, du règlement (UE) n° 1143/2014, en vue de prendre en considération la santé humaine, l'environnement, le bien-être animal et les effets sur l'économie.

§ 2. L'autorité désignée par le Gouvernement informe le Comité national des espèces exotiques envahissantes des mesures prises en application du présent article, conformément à l'article 50 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019.

§ 3. Lorsque le Comité décide qu'une espèce exotique envahissante inscrite sur la liste UE est largement répandue sur le territoire de plus d'une partie à l'accord de coopération du... (date) ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, ou est susceptible de se propager rapidement sur le territoire d'une autre partie à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 ou dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, la procédure visée à l'article 49 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 s'applique.

En dehors des hypothèses prévues aux articles 49 et 50 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019, lorsqu'il existe un risque important qu'une espèce exotique envahissante préoccupante pour l'Union présente en Région wallonne se propage dans un autre État-Membre, le Gouvernement ou l'autorité qu'il désigne notifie ce risque aux autres États membres et à la Commission. Il en informe également le Comité national des espèces exotiques envahissantes.

§ 4. Le Gouvernement confie, sous son contrôle, le cas échéant dans le respect de la législation relative aux marchés publics ou aux concessions de service public, au propriétaire ou au gestionnaire, au service qu'il désigne ou à toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, démontrant des capacités techniques suffisantes et s'engageant au respect des exigences du bien-être animal. Le cas échéant, le Gouvernement fixe ces capacités techniques et ces exigences minimales.

§ 5. Le Gouvernement fixe la liste des moyens et méthodes de gestion, sans préjudice des dispositions des législations sur la conservation de la nature, la chasse, les armes, le piégeage, le bien-être animal, et la pêche fluviale ainsi qu'en matière d'utilisation de pesticides agricoles, de produits biocides et d'autres substances dangereuses et de manière à minimiser les incidences sur les espèces non visées et leurs habitats.

Si le Gouvernement, en application de l'alinéa 1^{er}, prévoit que des armes autorisées pour la chasse peuvent être utilisées pour la destruction d'une espèce animale exotique envahissante, la recherche d'une espèce exotique envahissante blessée par une arme de chasse est obligatoire.

Art. 20. Le Gouvernement peut ne pas rendre applicables les mesures de gestion visées à l'article 19, § 1^{er}, aux espèces reprises sur la liste nationale.

CHAPITRE VIII. — *Mesures foncières*

Art. 21. Des biens immobiliers peuvent être acquis par la Région wallonne par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de la prévention de l'introduction et de la propagation, intentionnelles ou non, des espèces exotiques envahissantes reprises sur la liste UE ou sur la liste nationale, de leur éradication rapide, de leur gestion et de la restauration visée au chapitre 11.

Le Gouvernement est habilité à fixer des critères sur base desquels l'expropriation pourrait être entreprise sur base du présent article.

CHAPITRE IX. — *Dispositions pénales*

Art. 22. Les infractions et sanctions au présent décret et à ses arrêtés d'exécution sont listées à l'article 63, alinéas 3 et 4, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. 23. Dès que l'introduction dans la nature d'une espèce exotique envahissante figurant sur la liste UE, sur la liste nationale ou visée par les articles 11 et 12 est constatée, les agents chargés du contrôle de la présente loi peuvent procéder ou faire procéder au prélèvement ou à la destruction des spécimens de l'espèce introduite, dans le respect de l'article D.145 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et sans préjudice des règles applicables concernant le bien-être animal et l'utilisation de pesticides qui soit compatible avec le développement durable.

CHAPITRE X. — Accès des agents aux propriétés

Art. 24. § 1^{er}. Les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement conformément à la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les agents et personnes chargés de la mise en œuvre des mesures d'éradication et de gestion ainsi que les agents et personnes chargés de la surveillance sont autorisés, en vue d'exercer leurs missions à pénétrer en tout lieu, non constitutif d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, pour y faire toutes recherches ou constatations utiles et pour procéder aux opérations nécessaires à la mise en œuvre des missions précitées. Ils peuvent se faire communiquer tous les renseignements qu'ils jugent utiles.

L'accès est permis en tout temps, moyennant un avertissement préalable des propriétaires ou des occupants au moins quarante-huit heures avant l'intervention. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de cet avertissement.

§ 2. Exceptionnellement, l'accès est permis sans avertissement préalable lorsqu'il est indispensable pour permettre une détection précoce ou une éradication rapide de la ou des espèces concernées ou dans le cadre de mesures d'urgence. Dans ce cas, le propriétaire ou l'occupant en est informé dans les trois jours après l'intervention.

Le ou les agents disposent d'un mandat spécifique à cet effet, délivré par l'autorité désignée par le Gouvernement.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, l'accès visé aux paragraphes 1^{er} et 2 est subordonné au consentement écrit des propriétaires ou des occupants ou, à défaut, à une autorisation du juge d'instruction.

CHAPITRE XI. — Restauration des écosystèmes endommagés et recouvrement des coûts

Art. 25. Le Gouvernement prend les mesures de restauration appropriées conformément à l'article 20 du règlement (UE) n° 1143/2014.

CHAPITRE XII. — Coopération régionale renforcée

Art. 26. Si le Comité national des espèces exotiques envahissantes décide, en application des articles 42 à 45 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019, qu'une espèce exotique envahissante inscrite sur la liste nationale nécessite une coopération régionale renforcée, l'autorité désignée par le Gouvernement représente l'autorité compétente au sens des dispositions précitées, afin d'en permettre la mise en œuvre.

CHAPITRE XIII. — Information, sensibilisation et subventions

Art. 27. § 1^{er}. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour assurer une information large et une sensibilisation effective du public, des opérateurs économiques et des autorités concernant :

- 1° les listes UE et nationale et d'espèces exotiques envahissantes et leurs modifications;
- 2° les restrictions, mesures, sanctions et incitants applicables et leurs modifications;
- 3° les mesures de restauration encouragées;

4° les risques posés par la détention des animaux de compagnie non détenus à des fins commerciales et les mesures à prendre par les propriétaires non-commerciaux de ces animaux afin de réduire au minimum le risque de reproduction et de fuite.

§ 2. Le Gouvernement prévoit à cet effet :

1° la réalisation et la publication d'informations sur les espèces concernées, sur leur écologie, les voies de dissémination et sur les mesures à prendre pour favoriser leur détection, leur éradication ou leur gestion et éviter leur propagation, en tenant compte des plans d'action visés à l'article 13 du règlement (UE) n° 1143/2014;

2° l'élaboration, en concertation avec les opérateurs économiques concernés, de codes de bonnes pratiques à valeur indicative visant à réduire les risques d'introduction et de propagation, intentionnelles ou non, d'espèces exotiques envahissantes reprises ou non sur une des listes visées au chapitre 3.

§ 3. Le Gouvernement peut accorder des subventions aux personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, en vue :

1° de soutenir la mise en œuvre des mesures de surveillance, de détection précoce, d'éradication rapide et de gestion des espèces exotiques envahissantes;

2° de soutenir des campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation sur les risques liés aux espèces exotiques envahissantes;

3° de la réalisation de toute mesure prévue par un plan d'action visé à l'article 13 du règlement (UE) n° 1143/2014.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi des subventions octroyées aux personnes physiques ou morales. Le taux de subside est de minimum 10 pourcents et ne dépasse pas le coût des mesures visés à l'alinéa 1^{er} de gestion.

Le Gouvernement peut déterminer la composition des coûts visés à l'alinéa 2.

Art. 28. Le Gouvernement met à disposition du public un site internet et un numéro d'appel permettant à toute personne d'avertir l'autorité de la présence d'une espèce reprise sur la liste UE ou sur la liste nationale.

CHAPITRE XIV. — Règlements et ordonnances communaux

Art. 29. Les conseils communaux peuvent, conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, prendre pour tout ou partie du territoire communal des règlements ou ordonnances plus stricts que les dispositions supérieures relatives à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Ils les transmettent au Gouvernement. Celui-ci dispose d'un délai de nonante jours pour statuer, sur avis du pôle « Ruralité », pour l'ensemble de ses sections. A défaut de décision, les règlements ou ordonnances sont réputés approuvés.

Ces règlements ou ordonnances sont publiés et entrent en vigueur conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

CHAPITRE XV. — *Dispositions modificatives*

Art. 30. L'article 5^{ter} de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 6 décembre 2001, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5^{ter}. § 1^{er}. Sous réserve du paragraphe 2, sont interdites :

1^o l'introduction dans la nature, au sens du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, ou dans les parcs à gibier de souches non indigènes d'espèces animales et végétales indigènes à l'exclusion des souches des espèces qui font l'objet d'une exploitation sylvicole ou agricole;

2^o la réintroduction dans la nature d'espèces animales et végétales indigènes.

§ 2. Le Gouvernement arrête les conditions et les modalités d'octroi d'une autorisation d'introduction dans la nature de souches non indigènes d'espèces indigènes ou de réintroduction d'espèces indigènes. ».

Art. 31. Dans l'article 11 de la même loi, modifié par le décret du 6 décembre 2001, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Ces interdictions ne s'appliquent pas aux opérations de surveillance, de gestion ou d'éradication des espèces non indigènes envahissantes. ».

Art. 32. A l'article 63 de la même loi, inséré par le décret du 11 avril 1984, remplacé par le décret du 5 juin 2008 et modifié par les décrets des 22 décembre 2010 et 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui contrevient aux articles 7, 31 et 32, du règlement (UE) n^o 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ou qui viole les dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 25, et 37, du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ou des arrêtés pris en application de ces articles. »;

2^o il est inséré entre les alinéas 3 et 4, un alinéa rédigé comme suit :

« Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décréte du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui viole les articles du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes non visés à l'alinéa 3 ou les arrêtés d'exécution non visés à l'alinéa 3. ».

Art. 33. A l'article 13, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par les décrets des 18 décembre 2008, 10 juillet 2013, 20 juillet 2016 et 1^{er} mars 2018, les mots « , aux demandes de permis visées aux articles 9 et 10 du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes » sont insérés entre les mots « d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement, » et les mots « aux activités et installations nécessaires ou utiles à la mise en œuvre d'un permis de recherche ou d'une concession minière ».

Art. 34. L'article 19, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 2011, est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o dans le cas visé à l'article 10, § 2, du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. ».

Art. 35. L'article 81, § 2, alinéa 2, du même décret est complété par les mots « , ainsi qu'aux demandes de permis visées aux articles 9 et 10 du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ».

Art. 36. L'article 85, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 2011, est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o dans le cas visé à l'article 10, § 2, du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. ».

CHAPITRE XVI. — *Dispositions transitoires relatives aux propriétaires non commerciaux et aux stocks commerciaux*

Art. 37. § 1^{er}. Sans préjudice de l'obligation de notification et des mesures préventives et de gestion visées à l'article 7, le Gouvernement peut préciser les conditions de détention confinée et, le cas échéant, d'utilisation, de transport, d'échange et de commercialisation des espèces détenues conformément aux dispositions transitoires visées aux articles 31 et 32 du règlement (UE) n^o 1143/2014 et aux articles 55 et 56 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019.

§ 2. Lorsque, conformément à l'article 32, § 2, du règlement (UE) n^o 1143/2014, un spécimen vivant est vendu ou transféré à un utilisateur non commercial, cet utilisateur conserve ce spécimen uniquement aux conditions de détention confinée et des mesures préventives et de gestion prévues en vertu du paragraphe 1^{er} et de l'article 7.

§ 3. Le régime transitoire applicable aux animaux de compagnie détenus par des propriétaires à des fins non commerciales au sens de l'article 31, § 1^{er}, ainsi qu'aux espèces des stocks commerciaux au sens de l'article 32 du Règlement est également applicable aux espèces de la liste nationale.

Art. 38. Les demandes de permis d'environnement ou de permis unique introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

CHAPITRE XVII. — *Entrée en vigueur*

Art. 39. Les articles 11, 12, 13 et 30 entrent en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut prévoir des dates différentes d'entrée en vigueur pour chaque article mentionné à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1383 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204580]

2. MAI 2019 — Dekret über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verordnung (EU) Nr. 1143/2014: die Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

2° Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Januar 2019: das Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten;

3° eine invasive gebietsfremde Art vorsätzlich halten: sich wissentlich in einer der folgenden Situationen befinden:

a) mindestens ein Exemplar einer invasiven gebietsfremden Art, die in die EU-Liste oder in die nationale Liste aufgenommen wurde, halten oder züchten, auch in Haltung unter Verschluss, oder zu kultivieren oder zur Fortpflanzung, Aufzucht oder Veredelung bringen, auch in Haltung unter Verschluss, im Sinne von Artikel 7 Absatz 1 Buchstaben b, c und g der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014;

b) mindestens ein Exemplar einer invasiven gebietsfremden Art, die in die EU-Liste oder in die nationale Liste aufgenommen wurde, vorsätzlich verwenden, befördern, tauschen oder in Verkehr bringen.

Im Hinblick auf a) gilt als Haltung die vorsätzliche Haltung eines lebenden Exemplars in seinem Besitz oder in seiner Kontrolle, unabhängig der Lebensstadien;

4° weit verbreitete Art: die Art im Sinne von Artikel 3 Ziffer 16 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014;

5° EU-Liste: die Liste invasiver gebietsfremder Arten von unionsweiter Bedeutung, erlassen in Anwendung von Artikel 4 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014;

6° nationale Liste: die nationale Liste invasiver gebietsfremden Arten von Bedeutung für Belgien gemäß Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 und den Artikeln 32 bis 36 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019;

7° Einbringung in die freie Wildbahn: die Freisetzung oder Verbreitung, ob vorsätzlich oder nicht, eines oder mehrerer Exemplare einer Art an Orten und in einer Weise, die es diesen oder ihren Nachkommen ermöglicht, sich frei in benachbarte Orte auszubreiten.

Die in Artikel 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 aufgeführten Definitionen gelten für vorliegendes Dekret.

KAPITEL II — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2 - Das vorliegende Dekret dient der Umsetzung der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 und des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019.

Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die Kategorien invasiver gebietsfremder Arten, die in den Anwendungsbereich der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 im Sinne von deren Artikel 2 fallen.

Art. 3 - § 1. Für die Berechnung der in dem vorliegenden Dekret oder in dessen Durchführungserlassen vorgesehenen Fristen ist der Tag des Ablaufs in der Frist einbegriffen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Wenn der Tag der Zustellung einer Urkunde den Ausgangspunkt einer Frist darstellt, ist dieser nicht inbegriffen.

§ 2. Bei Bestimmungen, die die Speicherung personenbezogener Daten betreffen, ist die Regierung berechtigt, die Dauer der Speicherung der Daten festzulegen.

KAPITEL III — *Liste invasiver gebietsfremder Arten*

Art. 4 - Die Regierung kann gemäß den Artikeln 25 und 26 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 einen Antrag auf weitere Aufnahme oder Streichung einer invasiven gebietsfremden Art in die EU-Liste stellen.

Sie legt die Verfahrensvorschriften für einen solchen Antrag sowie die damit verbundenen Bestandteile und Informationen fest.

Art. 5 - Die Regierung kann gemäß den Artikeln 33 und 34 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 einen Antrag auf weitere Aufnahme oder Streichung einer invasiven gebietsfremden Art in die nationale Liste stellen. Sie legt die Verfahrensvorschriften für einen solchen Antrag sowie die damit verbundenen Bestandteile und Informationen fest.

KAPITEL IV — *Beschränkungen und Maßnahmen für Tätigkeiten im Zusammenhang mit invasiven gebietsfremden Arten*

Abschnitt 1 — Beschränkungen und Maßnahmen für Tätigkeiten im Zusammenhang mit invasiven gebietsfremden Arten, die in der EU-Liste oder der nationalen Liste aufgeführt sind

Unterabschnitt 1 — Prävention der Einbringung und der vorsätzlichen oder nicht vorsätzlichen Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten

Art. 6 - Der vorliegende Unterabschnitt findet Anwendung auf die Maßnahmen zur Prävention der Einbringung und der vorsätzlichen oder nicht vorsätzlichen Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten.

Die in Artikel 7 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Tätigkeiten in Bezug auf Arten, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt sind, sind untersagt unbeschadet:

- 1° der Tätigkeiten, die durch eine Umweltgenehmigung gemäß den Artikeln 9 und 10 genehmigt wurden;
- 2° der Übergangsregelung gemäß Artikel 37.

Die Regierung verabschiedet die erforderlichen polizeilichen Maßnahmen, um die Wirksamkeit der in Artikel 7 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Beschränkungen und des in Absatz 1 genannten Verbots zu gewährleisten. Diese Verpflichtungen können insbesondere bestehen aus:

- 1° der Verpflichtung zur Rückgabe oder Beseitigung bestimmter Exemplare der betreffenden Arten;
- 2° dem Anbringen von Siegeln;
- 3° der Anordnung einer Aussetzung oder des eines Verbots der Betriebstätigkeit;
- 4° der Anordnung der vollständigen oder teilweisen Einstellung einer Betriebstätigkeit oder einer Aktivität;
- 5° der Regelung des Binnenhandels und des Transports von Waren oder Erzeugnissen, die ein Risiko der Einbringung oder Ausbreitung von Arten darstellen können, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt sind;
- 6° der Anordnung der Eindämmung von Arten, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt sind, bis zur ihrer Beseitigung;
- 7° die Festlegung von Verhaltensregeln zur Verhinderung der Einbringung oder Ausbreitung von Arten, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt sind.

Unbeschadet der in den Artikeln 27 und 28 genannten Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen kann die Regierung alle Anreiz- oder Vertragsmaßnahmen ergreifen, um die Wirksamkeit der in Artikel 7 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Beschränkungen und des in Absatz 1 genannten Verbots zu gewährleisten. Diese Maßnahmen können insbesondere Folgendes umfassen:

- 1° den Abschluss eines Abkommens oder einer Partnerschaft mit einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts;
- 2° den Abschluss von Umweltvereinbarungen im Sinne von Buch I Teil VII des Umweltgesetzbuches;
- 3° die Ausarbeitung von Regeln der guten fachlichen Praxis in Absprache mit den betroffenen Wirtschaftsteilnehmern;
- 4° die Gewährung von Subventionen an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen öffentlichen oder privaten Rechts.

Art. 7 - § 1. Jede Person, die eine Art, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets oder danach in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt ist, vorsätzlich hält, sowie jede Person, die eine solche Art vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets oder, wenn sie erst danach in eine der oben genannten Listen aufgenommen wird, vorsätzlich eingebracht hat, teilt dies der von der Regierung benannten Behörde mit:

- 1° wenn es sich um ein Heimtier handelt, das von seinem Besitzer für nichtgewerbliche Zwecke im Sinne von Artikel 31 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 gehalten wird;
- 2° wenn es sich um ein oder mehrere Exemplare einer Art eines kommerziellen Bestands im Sinne von Artikel 32 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 handelt;

3° in den anderen Fällen, wenn die Person vorsätzlich eine invasive gebietsfremde Art hält, die noch nicht weit verbreitet ist und auf einer von der Regierung erstellten Liste steht.

§ 2. Die Regierung bestimmt:

1° das Verfahren und die Modalitäten der in Paragraph 1 genannten Mitteilung;

2° die Modalitäten des Eingangs der Mitteilung bei der zuständigen Behörde;

3° die allgemeinen Präventions- oder Managementmaßnahmen, die die Inhaber unbeschadet der in Artikel 37 genannten Bedingungen einhalten;

4° die Modalitäten, nach denen die für den Erhalt der Notifizierung zuständige Behörde dem Notifizierenden im Rahmen von Sonderbedingungen Präventions- oder Managementmaßnahmen auferlegen kann, um Risiken für die biologische Vielfalt und die damit verbundenen Ökosystemdienstleistungen, die Umwelt, die Gesundheit oder die Wirtschaft im Zusammenhang mit der Einbringung oder Ausbreitung der betreffenden Arten zu vermeiden oder zu verringern.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 werden allgemeine Präventions- oder Managementmaßnahmen nach Arten oder Gruppen von Arten, sowohl pflanzlichen als auch tierischen, definiert.

§ 3. Eine Person, die außer in den in Artikel 6 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 zugelassenen Fällen nach Inkrafttreten des Dekrets oder später, nach der Aufnahme in die EU-Liste oder die nationale Liste, eine der in Paragraph 1 Ziffer 3 genannten Arten vorsätzlich hält, begeht keinen Verstoß, wenn sie dies nach den in den Paragraphen 1 und 2 genannten Verfahren mitteilt und die nach Paragraph 2 erlassenen Präventions- oder Managementmaßnahmen beachtet.

Art. 8 - § 1. Unbeschadet der gemäß Artikel 7 Paragraph 2 getroffenen Maßnahmen erlässt die Regierung die erforderlichen polizeilichen Maßnahmen, um die unbeabsichtigte Einbringung oder Ausbreitung, gegebenenfalls auch grob fahrlässig, von Arten, die in die EU-Liste oder in die nationale Liste aufgenommen wurden, gemäß Artikel 7 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 unter Berücksichtigung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Aktionspläne zu verhindern.

§ 2. Unbeschadet der Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen gemäß den Artikeln 27 und 28 kann die Regierung unter Berücksichtigung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Aktionspläne alle Anreiz- oder Vertragsmaßnahmen ergreifen, um die unbeabsichtigte Einbringung oder Ausbreitung von Arten zu verhindern, die in der EU-Liste oder der nationalen Liste aufgeführt sind.

Unterabschnitt 2 — Genehmigungen und Zulassungen

Art. 9 - § 1. Abweichend von Artikel 6 Absatz 2 unterliegen die in Artikel 8 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Tätigkeiten betreffend Arten, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt sind, einer Umweltgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Die zuständige Behörde erteilt die Genehmigung nur, wenn die in Artikel 8 Absätze 2 bis 8 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Bedingungen erfüllt sind.

§ 2. Hat der Antragsteller bei den zuständigen Behörden einer anderen Vertragspartei des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 einen Antrag für die gleiche Art gestellt, um Forschungsarbeiten, die ex-situ-Erhaltung der Art oder die Verbesserung der menschlichen Gesundheit zu ermöglichen, oder ist der Antrag eindeutig mit einem anderen Antrag auf Genehmigung verbunden, der bei einer anderen zuständigen Behörde auf nationaler Ebene eingereicht wurde, so gilt das Verfahren nach Artikel 28 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019.

§ 3. Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, die es ermöglichen, Maßnahmen in Bezug auf die Genehmigung oder die Niederlassung zu ergreifen, unabhängig davon, ob ein Verstoß vorliegt oder nicht, kann die Genehmigung zur Zulassung einer Tätigkeit gemäß Artikel 8 Absatz 1 der EWR-Verordnung gemäß den in Artikel 8.5 der EWR-Verordnung festgelegten Bedingungen und unter Einhaltung der in diesem Artikel festgelegten Bedingungen vorübergehend oder endgültig entzogen werden. Gegebenenfalls findet das in Artikel 29 des Zusammenarbeitsabkommens vorgesehene Verfahren Anwendung.

Die Regierung kann das Verfahren zur Prüfung des Entzugs der Genehmigung festlegen.

Art. 10 - § 1. Die in Artikel 9 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Tätigkeiten betreffend Arten, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt sind, unterliegen einer Umweltgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Die zuständige Behörde erteilt die Zulassung nur, wenn die Bedingungen des Artikels 9 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 erfüllt sind und vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der Kommission gemäß Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014.

Die Regierung legt das Verfahren und die Modalitäten fest, die vom Antragsteller vor der Einreichung seines Antrags auf eine Umweltgenehmigung einzuhalten sind.

§ 2. Der Antrag auf eine Umweltgenehmigung ist nur zulässig, wenn er die von der Kommission nach dem in Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Verfahren erteilte Zulassung umfasst.

§ 3. Hat der Antragsteller bei den zuständigen Behörden einer anderen Vertragspartei des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 einen Antrag für die gleiche Art gestellt, so gilt das Verfahren nach Artikel 31 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019.

§ 4. Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, die es ermöglichen, Maßnahmen in Bezug auf die Genehmigung oder die Niederlassung zu ergreifen, unabhängig davon, ob ein Verstoß vorliegt oder nicht, kann die Genehmigung zur Erlaubnis einer Tätigkeit gemäß Artikel 9 Absatz 1 der EWR-Verordnung gemäß den in Artikel 8.5 der EWR-Verordnung festgelegten Bedingungen und unter Einhaltung der in diesem Artikel festgelegten Bedingungen vorübergehend oder endgültig entzogen werden. Gegebenenfalls findet das in Artikel 29 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 vorgesehene Verfahren Anwendung.

Die Regierung kann das Verfahren zur Prüfung des Entzugs der Genehmigung festlegen.

Abschnitt 2 — Beschränkungen und Maßnahmen für Tätigkeiten im Zusammenhang mit gebietsfremden Arten, die nicht in der EU-Liste oder der nationalen Liste aufgeführt sind

Art. 11 - Der vorliegende Abschnitt findet Anwendung auf die Beschränkungen und Maßnahmen für Tätigkeiten im Zusammenhang mit gebietsfremden Arten, die nicht in der EU-Liste oder der nationalen Liste aufgeführt sind.

Die vorsätzliche Einbringung von Exemplaren einer gebietsfremden Tierart in die freie Wildbahn und in Wildparks ist verboten.

Das in Absatz 1 vorgesehene Verbot gilt nicht für gebietsfremde Tierarten, die auf einer von der Regierung verabschiedeten Liste stehen.

Diese Liste umfasst gebietsfremde Tierarten, die in die freie Wildbahn eingebracht werden können, einerseits unter Berücksichtigung des Zeitraums, über den sie im Gebiet vorhanden waren, ihres Nutzens für die Landwirtschaft, die Aquakultur, den Fischfang oder die Jagd und gegebenenfalls des Vorteils, den sie bringen können, und andererseits, der Tatsache, dass sie auf der Grundlage der verfügbaren wissenschaftlichen Erkenntnisse keine Schäden an der biologischen Vielfalt verursachen können.

Der Entwurf der Liste oder die Änderung der Liste ist im Voraus dem Pool "Ländliche Angelegenheiten" zur Stellungnahme vorzulegen, und zwar für alle seine Abschnitte, sowie jeder von der Regierung benannten Stelle.

Art. 12 - Die Regierung kann Listen von invasiven gebietsfremden Pflanzenarten verabschieden, deren Anpflanzung oder Lagerung im gesamten wallonischen Gebiet oder in einem Teil davon verboten oder geregelt ist nach den von der Regierung festgelegten Verfahren.

Die in Absatz 1 genannten Listen werden unter Berücksichtigung der neuesten wissenschaftlichen Erkenntnisse über die Fähigkeit einer Art, im Gebiet der Wallonischen Region heimisch zu werden, ihre Verbreitungsfähigkeit in der Umwelt, die Besiedlung natürlicher und halbnatürlicher Lebensräume und ihre Fähigkeit, der biologischen Vielfalt Schaden zuzufügen, verabschiedet.

Der Entwurf der Liste ist im Voraus dem Pool "Ländliche Angelegenheiten" zur Stellungnahme vorzulegen, und zwar für alle seine Abschnitte, sowie jeder von der Regierung benannten Stelle.

Art. 13 - § 1. Ausnahmen von den in den Artikeln 11 und 12 genannten Verboten können gewährt werden, wenn der Antragsteller nachweist, dass der vorgeschlagene Rechtsakt nicht Gefahr läuft, auf Ebene des Standorts und auf regionaler Ebene einheimischen Arten und natürlichen Lebensräumen, gesundheitlichen und wirtschaftlichen Interessen sowie der Sicherheit von Eigentum und Personen zu schaden, und dass auch der Antrag auf Ausnahmeregelung gestellt wird:

- 1° für landwirtschaftliche Zwecke;
- 2° für Aquakultur- und Fischereizwecke;
- 3° für forstwirtschaftliche Zwecke;
- 4° für Jagdzwecke;
- 5° aus Gründen des Schutzes von Flora und Fauna oder ihrer Lebensräume;
- 6° aus Gründen des Allgemeininteresses;
- 7° für wissenschaftliche Forschungszwecke.

§ 2. Die Regierung bestimmt die für die Prüfung von Anträgen auf Ausnahmeregelung zuständige Behörde. Sie legt Form, Inhalt und Modalitäten für die Einreichung des Antrags auf Ausnahmeregelung fest. Sie legt auch die Modalitäten für die Prüfung des Antrags, die Fristen und die zu konsultierenden Stellen fest. Die Regierung kann auch den Inhalt der Entscheidung festlegen. Sie kann auch die Möglichkeit vorsehen, die Entscheidung zurückzuziehen.

Wird die Entscheidung über den Antrag auf Ausnahmeregelung nicht innerhalb der von der Regierung festgelegten Bedingungen und Fristen übermittelt, so gilt der Antrag auf Ausnahmeregelung als abgelehnt.

Gegen die Entscheidung, die im Anschluss an den Antrag auf Ausnahmeregelung getroffen wurde, kann vor der Regierung Beschwerde eingelegt werden. Die Fristen und Verfahren für die Einleitung und Prüfung dieser Beschwerde werden von der Regierung festgelegt. Wird die Entscheidung nicht innerhalb der gesetzten Bedingungen und Fristen übermittelt, wird die in erster Instanz gefasste Entscheidung bestätigt.

KAPITEL V — *Dringlichkeitsmaßnahmen und nationaler Aktionsplan*

Art. 14 - § 1. Die Regierung erläutert die Dringlichkeitsmaßnahmen, die in dem in Artikel 10 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Fall nach den Bedingungen und Verfahren des Artikels 10 Absätze 2 bis 7 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 ergriffen werden können, und legt die diesbezüglichen Modalitäten fest.

Werden solche Maßnahmen getroffen, um dem Vorhandensein oder der bevorstehenden Einbringung einer gebietsfremden invasiven Art, die nicht auf der europäischen Liste steht, aber die Kriterien für die Aufnahme erfüllen dürfte, in das Gebiet der Wallonischen Region Rechnung zu tragen, so findet das Verfahren nach Artikel 38 §§ 1 bis 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 Anwendung.

§ 2. § 2. Die Regierung kann das Verbot und alle oder einen Teil der in den Artikeln 6, 7, 8, 9 und 10 genannten Maßnahmen anwenden, wenn sie Beweise dafür hat, dass eine gebietsfremde invasive Art, die nicht in der nationalen Liste aufgeführt ist, die aber aufgrund von ersten wissenschaftlichen Erkenntnissen die Kriterien für die Aufnahme in die Liste erfüllen dürfte, auf dem Gebiet der Wallonischen Region vorhanden ist oder dass eine unmittelbare Gefahr der Einbringung oder Verbreitung besteht.

Art. 15 - Für die Durchführung der Artikel 39 bis 41 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 benennt die Regierung die zuständige Behörde im Sinne der oben genannten Bestimmungen.

KAPITEL VI — *Überwachung, Früherkennung und sofortige Beseitigung*

Art. 16 - § 1. Die Regierung legt die Verfahren für die Erhebung und Aufzeichnung von Daten über das Auftreten in der Umwelt von invasiven gebietsfremden Arten fest, die in der EU-Liste und der nationalen Liste aufgeführt sind oder die Kriterien für die Aufnahme in die Liste erfüllen dürften, um die in Artikel 14 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannte Überwachung zu gewährleisten und sie gegebenenfalls auf Arten auszudehnen, die in der nationalen Liste aufgeführt sind oder die Kriterien für die Aufnahme in die Liste erfüllen dürften.

§ 2. Die von der Regierung benannten Behörden oder Dienststellen der Wallonischen Region, die Gemeinden und andere von der Regierung benannte natürliche oder juristische Personen des öffentlichen oder privaten Rechts übermitteln der von der Regierung benannten zuständigen Behörde die ihnen vorliegenden Informationen, die zur Überwachung des Auftretens in der Umwelt auf dem Gebiet der Wallonischen Region invasiver gebietsfremder Arten, die in der EU-Liste oder auf der nationalen Liste aufgeführt sind, beitragen können. Sie informieren sie auch über jede Änderung dieser Daten.

Art. 17 - In Anwendung von Artikel 47 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 notifiziert die von der Regierung benannte Behörde der Europäischen Kommission gemäß Artikel 16 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 jede Einbringung oder jedes Vorkommen auf dem Gebiet der wallonischen Region einer invasiven gebietsfremden Art, die in der EU-Liste aufgeführt ist. Sie unterrichtet gleichzeitig den Nationalen Ausschuss für invasive gebietsfremde Arten.

Die im Rahmen der in Artikel 16 organisierten Überwachung gesammelten Daten werden verwendet, um frühzeitig die Einbringung oder das Vorkommen einer invasiven gebietsfremden Art, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt ist oder die die Kriterien für die Aufnahme in die Liste erfüllen dürfte, auf dem Gebiet der Wallonischen Region zu erkennen.

Art. 18 - § 1. Die Regierung kann die Maßnahmen zur sofortigen Beseitigung festlegen, die innerhalb der in Artikel 17 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 vorgesehenen Frist zu ergreifen sind.

Diese Maßnahmen werden festgelegt, um eine sofortige, vollständige und dauerhafte Beseitigung der noch nicht weit verbreiteten invasiven gebietsfremden Arten, die auf der gemäß Artikel 7 § 1 Ziffer 3 festgelegten Liste stehen ü unter angemessener Berücksichtigung der menschlichen Gesundheit und der Umwelt und insbesondere der Nichtziel-Arten und ihren Lebensräumen ü zu erreichen und um Tieren vermeidbare Schmerzen, Qualen oder Leiden zu ersparen.

§ 2. § 2. Die Regierung bestimmt gegebenenfalls nach Maßgabe der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Aufträge oder der Konzessionen von öffentlichen Diensten, welche Einrichtungen die in Paragraph 1 genannten Maßnahmen zur sofortigen Beseitigung durchführen können, wenn sie über ausreichende technische Kapazitäten verfügen und sich zur Erfüllung der Tierschutzanforderungen verpflichten. Gegebenenfalls legt die Regierung diese technischen Kapazitäten und Mindestanforderungen fest.

§ 3. Die Regierung kann unbeschadet der Gesetzgebungen über die Erhaltung der Natur, das Jagdwesen, die Waffen, die Fangtechniken, den Tierschutz und die Flussfischerei sowie über die Verwendung von landwirtschaftlichen Pestiziden, Biozidprodukten und anderen gefährlichen Stoffen eine Liste der Beseitigungsmittel und -methoden erstellen, und zwar so, dass die Auswirkungen auf Nichtziel-Arten und ihre Lebensräume so gering wie möglich gehalten werden.

Wenn die Regierung gemäß Absatz 1 vorsieht, dass zur Jagd zugelassene Waffen zur Vernichtung einer invasiven fremden Tierart verwendet werden können, ist die Suche nach einer invasiven fremden Tierart, die durch eine Jagdwaffe verletzt wurde, Pflicht.

§ 4. Im Falle von Schäden an ihren Betrieben nach Umsetzung der in Paragraph 1 genannten Beseitigungsmaßnahmen können land-, garten- oder forstwirtschaftliche Betreiber oder Aquakulturbetreiber oder gewerbliche Fischereiunternehmer auf der Grundlage von Nachweisen für das Vorliegen eines persönlichen und unmittelbaren Schadens eine Entschädigung von der von der Regierung benannten zuständigen Behörde verlangen. Gegebenenfalls kann sich der Antrag auch auf den vorübergehenden Nutzungsausfall eines Teils ihrer Ländereien beziehen.

Die Regierung bestimmt :

- 1° den Schaden, für den eine Entschädigung verlangt werden kann;
- 2° das Verfahren zur Gewährung von Entschädigungen, einschließlich der zu konsultierenden Stellen;
- 3° die Bedingungen für die Gewährung der Entschädigung;
- 4° die Höhe der Entschädigung, der Abzüge, der Erhöhungen und Verringerungen;
- 5° die Methoden zur Bewertung und Beseitigung des Schadens;
- 6° die Maßnahmen zur Expertise und Kontrolle.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffer 1 legt die Regierung die Liste der Güter fest, für die eine Entschädigung gewährt werden kann, und die Liste der Güter und Schäden, für die keine Entschädigung gewährt wird.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffer 3 legt die Regierung einen Mindest- und einen Höchstbetrag pro Begünstigter fest.

Alle Entschädigungsanträge werden anhand eines Formulars gestellt, dessen Modell, Inhalt und Art der Bereitstellung von der Regierung festgelegt werden.

Die Entschädigung wird dem betreffenden Antragsteller verweigert, wenn er für die Einbringung der Arten verantwortlich ist, für die eine Maßnahme nach Paragraph 1 erforderlich war, und kann verweigert werden, wenn ihm die getroffene Maßnahme einen Vorteil verschafft.

Die gewährte Entschädigung wird auf der Grundlage der vom Antragsteller vorgelegten Nachweise und nach Abzug aller Verbesserungen oder Kapitalgewinne berechnet, die sich aus den gemäß Paragraph 1 getroffenen Beseitigungsmaßnahmen ergeben.

§ 5. Die von der Regierung benannte Behörde unterrichtet den Nationalen Ausschuss für invasive gebietsfremde Arten über die in Anwendung des vorliegenden Artikels gemäß Artikel 48 § 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 getroffenen Maßnahmen.

§ 6. Beschließt der Ausschuss, dass die in Anwendung von Artikel 14 entdeckten Arten mehr als eine Vertragspartei des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 betreffen oder sich schnell im Gebiet einer anderen Vertragspartei oder in Meeresgebieten unter der Gerichtsbarkeit Belgiens ausbreiten können, so findet das in Artikel 48 Paragraph 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 genannte Verfahren Anwendung.

Die von der Regierung benannte Behörde unterrichtet die Europäische Kommission gemäß Artikel 17 §§ 1 und 4 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 und übermittelt diese Informationen auch den anderen Mitgliedstaaten gemäß Artikel 48 § 2 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019.

§ 7. Auf der Grundlage wissenschaftlicher Belege kann die Regierung innerhalb von zwei Monaten nach Feststellung einer in der EU-Liste aufgeführten invasiven gebietsfremden Art beschließen, auf die Anwendung von Beseitigungsmaßnahmen zu verzichten, wenn mindestens eine der in Artikel 18 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 festgelegten Bedingungen erfüllt ist. Sie beschließt die entsprechenden Durchführungsbestimmungen.

Die von der Regierung benannte Behörde wird damit beauftragt, der Kommission gemäß Artikel 18 § 1 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 den Beschluss der Regierung mitzuteilen. Lehnt die Kommission den Beschluss der Regierung ab, so wendet die von der Regierung benannte Behörde unverzüglich eine der in den Paragraphen 1 bis 3 genannten Beseitigungsmaßnahmen an.

Bestätigt die Kommission den Beschluss der Regierung, so unterwirft die von der Regierung benannte Behörde die betreffende Art einer der in Artikel 16 genannten Managementmaßnahmen. Auf jeden Fall ergreift sie Eindämmungsmaßnahmen, um die weitere Verbreitung der betreffenden Arten in die anderen Mitgliedstaaten zu verhindern.

§ 8. Die Regierung kann auf die in den Paragraphen 1 bis 3 genannten Maßnahmen für die auf der nationalen Liste aufgeführten Arten verzichten, wenn eine der Bedingungen von Artikel 18 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 erfüllt ist.

KAPITEL VII — *Management*

Art. 19 - § 1. Unbeschadet des Artikels 20 beschließt die Regierung die Managementmaßnahmen, die gemäß Artikel 19 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 für invasive gebietsfremde Arten ergriffen werden können, die in der EU-Liste oder in der nationalen Liste aufgeführt und im Gebiet der Wallonischen Region weit verbreitet sind, um ihre Auswirkungen auf die biologische Vielfalt, die damit verbundenen Ökosystemdienstleistungen und gegebenenfalls die menschliche Gesundheit oder die Wirtschaft auf ein Mindestmaß zu begrenzen.

Die Managementmaßnahmen werden auf der Grundlage der Kriterien des Artikels 19 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 festgelegt und berücksichtigen die Grenzen des Artikels 19 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014, um die menschliche Gesundheit, die Umwelt, den Tierschutz und die Auswirkungen auf die Wirtschaft zu berücksichtigen.

§ 2. Die von der Regierung benannte Behörde unterrichtet den Nationalen Ausschuss für invasive gebietsfremde Arten über die in Anwendung des vorliegenden Artikels gemäß Artikel 50 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 getroffenen Maßnahmen.

§ 3. Beschließt der Ausschuss, dass eine in der EU-Liste aufgeführte gebietsfremde invasive Art im Gebiet von mehr als einer Vertragspartei des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 oder in Meeresgebieten unter der Gerichtsbarkeit Belgiens weit verbreitet ist oder sich schnell im Gebiet einer anderen Vertragspartei des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 oder in Meeresgebieten unter der Gerichtsbarkeit Belgiens ausbreiten kann, so findet das in Artikel 49 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 genannte Verfahren Anwendung.

Zusätzlich zu den in den Artikeln 49 und 50 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 vorgesehenen Fällen, in denen die erhebliche Gefahr besteht, dass sich eine für die Union bedenkliche invasive gebietsfremde Art, die in der Wallonischen Region vorkommt, auf einen anderen Mitgliedstaat ausbreitet, unterrichtet die Regierung oder die von ihr benannte Behörde die anderen Mitgliedstaaten und die Kommission über diese Gefahr. Sie informiert auch den Nationalen Ausschuss für invasive gebietsfremde Arten.

§ 4. Die Regierung überträgt unter ihrer Kontrolle, gegebenenfalls nach Maßgabe der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Aufträge oder der Konzessionen von öffentlichen Diensten, dem Eigentümer oder Verwalter, der von ihr benannten Dienststelle oder einer natürlichen oder juristischen Person öffentlichen oder privaten Rechts, die nachweislich über ausreichende technische Fähigkeiten verfügt und sich verpflichtet, die Anforderungen des Tierschutzes zu erfüllen. Gegebenenfalls legt die Regierung diese technischen Kapazitäten und Mindestanforderungen fest.

§ 5. Die Regierung erstellt unbeschadet der Gesetzgebungen über die Erhaltung der Natur, das Jagdwesen, die Waffen, die Fangtechniken, den Tierschutz und die Flussfischerei sowie über die Verwendung von landwirtschaftlichen Pestiziden, Biozidprodukten und anderen gefährlichen Stoffen eine Liste der Managementmittel und -methoden, und zwar so, dass die Auswirkungen auf Nichtziel-Arten und ihre Lebensräume so gering wie möglich gehalten werden.

Wenn die Regierung gemäß Absatz 1 vorsieht, dass zur Jagd zugelassene Waffen zur Vernichtung einer invasiven fremden Tierart verwendet werden können, ist die Suche nach einer invasiven fremden Tierart, die durch eine Jagdwaffe verletzt wurde, Pflicht.

Art. 20 - Die Regierung kann auf die in Artikel 19 Paragraph 1 genannten Managementmaßnahmen für die auf der nationalen Liste aufgeführten Arten verzichten.

KAPITEL VIII — *Grundstücksmaßnahmen*

Art. 21 - Die Wallonische Region kann Immobiliengüter im Wege der Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken erwerben, um die beabsichtigte oder unbeabsichtigte Einbringung und Verbreitung invasiver gebietsfremder Arten, die in der EU- oder nationalen Liste aufgeführt sind, zu verhindern sowie deren rasche Beseitigung, deren Management und die Wiederherstellung im Sinne von Kapitel 11 zu ermöglichen.

Die Regierung ist befugt, Kriterien festzulegen, nach denen Enteignungen auf der Grundlage dieses Artikels vorgenommen werden könnten.

KAPITEL IX — *Strafrechtliche Bestimmungen*

Art. 22 - Verstöße gegen das vorliegende Dekret und dessen Ausführungserlasse und die entsprechenden Sanktionen sind in Artikel 63 Absätze 3 und 4 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur aufgeführt.

Art. 23 - Sobald die Einbringung in die freie Wildbahn einer invasiven gebietsfremden Art, die auf der EU-Liste, auf der nationalen Liste oder in den Artikeln 11 und 12 aufgeführt ist, festgestellt wurde, können die für die Kontrolle der vorliegenden Rechtsvorschrift verantwortlichen Beamten in Übereinstimmung mit Artikel D.145 Buch I des Umweltgesetzbuches und unbeschadet der geltenden Vorschriften über den Tierschutz und die Verwendung von Schädlingsbekämpfungsmitteln, die mit einer nachhaltigen Entwicklung vereinbar sind, Exemplare der eingeführten Arten entnehmen oder entnehmen oder vernichten lassen.

KAPITEL X — *Zugang der Bediensteten zu dem Eigentum*

Art. 24 - § 1. Beamte und Bedienstete, die von der Regierung gemäß Teil VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches benannt werden, Bedienstete und Personen, die für die Durchführung von Beseitigungs- und Managementmaßnahmen verantwortlich sind, sowie Bedienstete und Personen, die für die Überwachung verantwortlich sind, sind zur Erfüllung ihrer Aufgaben befugt, jeden Ort zu betreten, der keinen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bildet, und dort alle einschlägigen Untersuchungen oder Beobachtungen durchzuführen und die zur Erfüllung der oben genannten Aufgaben erforderlichen Tätigkeiten durchzuführen. Sie können sich alle Informationen zur Verfügung stellen lassen, die sie für zweckdienlich halten.

Der Zugang ist jederzeit gestattet, nach vorheriger Ankündigung an die Eigentümer oder Nutzer mindestens achtundvierzig Stunden vor der Intervention. Die Regierung kann die Bedingungen für diese Ankündigung festlegen.

§ 2. In Ausnahmefällen ist der Zugang ohne Vorankündigung zulässig, wenn er für die Früherkennung oder rasche Beseitigung der betreffenden Arten oder im Rahmen von Notfallmaßnahmen unerlässlich ist. In diesem Fall ist der Eigentümer oder Nutzer innerhalb von drei Tagen nach der Intervention zu informieren.

Der oder die Bediensteten verfügen zu diesem Zweck über ein spezifisches Mandat, das von der von der Regierung benannten Behörde erteilt wird.

§ 3. Handelt es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bedarf der Zugang nach den Paragraphen 1 und 2 der schriftlichen Zustimmung der Eigentümer oder Nutzer oder, in Ermangelung dessen, einer Genehmigung durch den Untersuchungsrichter.

KAPITEL XI — *Wiederherstellung geschädigter Ökosysteme und Kostenerstattung*

Art. 25 - Die Regierung ergreift geeignete Wiederherstellungsmaßnahmen gemäß Artikel 20 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014.

KAPITEL XII — *Verstärkte regionale Zusammenarbeit*

Art. 26 - Beschließt der Nationale Ausschuss für invasive gebietsfremde Arten gemäß den Artikeln 42 bis 45 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019, dass eine auf der nationalen Liste stehende gebietsfremde invasive Art eine verstärkte regionale Zusammenarbeit erfordert, so vertritt die von der Regierung benannte Behörde die zuständige Behörde im Sinne der vorstehenden Bestimmungen, um ihre Umsetzung zu ermöglichen.

KAPITEL XIII — *Information, Sensibilisierung und Subventionen*

Art. 27 - § 1. Die Regierung ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um eine umfassende Information und eine wirksame Sensibilisierung der Öffentlichkeit, der Wirtschaftsteilnehmer und der Behörden zu gewährleisten betreffend:

- 1° die EU-Listen und die nationalen Listen der invasiven gebietsfremden Arten und deren Änderungen;
- 2° die anwendbaren Einschränkungen, Maßnahmen, Sanktionen und Anreize sowie deren Änderungen;
- 3° die empfohlenen Wiederherstellungsmaßnahmen;

4° die mit der Haltung von Heimtieren, die nicht zu kommerziellen Zwecken gehalten werden, verbundenen Gefahren und die Maßnahmen, die die nichtgewerblichen Eigentümer dieser Tiere zu ergreifen haben, um das Risiko der Fortpflanzung und des Entkommens auf ein Mindestmaß zu beschränken.

§ 2. Zu diesem Zweck sieht die Regierung Folgendes vor:

1° die Ausarbeitung und Veröffentlichung von Informationen über die betreffenden Arten, ihre Ökologie, die Verbreitungswege und die Maßnahmen, die zu ergreifen sind, um ihre Erkennung, Beseitigung oder ihr Management zu erleichtern und ihre Ausbreitung zu verhindern, unter Berücksichtigung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 genannten Aktionspläne;

2° die Ausarbeitung von Regeln der guten fachlichen Praxis mit einem Richtwert, der darauf abzielt, die Gefahr der vorsätzlichen oder nicht vorsätzlichen Einbringung und Verbreitung invasiver gebietsfremder Arten, die in einer der in Kapitel 3 genannten Listen aufgeführt sind oder nicht, zu verringern.

§ 3. Die Regierung kann natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder privaten Rechts Subventionen zu folgenden Zwecken gewähren:

1° Unterstützung der Durchführung von Maßnahmen zur Überwachung, Früherkennung, sofortigen Beseitigung und zum Management invasiver gebietsfremder Arten;

2° Unterstützung von Informations-, Sensibilisierungs- und Aufklärungskampagnen über die mit invasiven gebietsfremden Arten verbundenen Risiken;

3° Durchführung aller in einem Aktionsplan gemäß Artikel 13 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 vorgesehenen Maßnahmen.

Die Regierung legt die Bedingungen für die Gewährung von Subventionen zugunsten natürlicher oder juristischer Personen fest. Der Subventionssatz beträgt mindestens 10 % und übersteigt nicht die Kosten der im ersten Absatz genannten Maßnahmen.

Die Regierung kann die Zusammensetzung der in Absatz 2 genannten Verwaltungskosten bestimmen.

Art. 28 - Die Regierung stellt der Öffentlichkeit eine Website und eine Telefonnummer zur Verfügung, die es jeder Person ermöglichen, die Behörde über das Vorkommen einer Art zu informieren, die auf der EU-Liste oder auf der nationalen Liste steht.

KAPITEL XIV — *Gemeindeverordnungen und -verfügungen*

Art. 29 - Die Gemeinderäte können in Übereinstimmung mit dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung für das gesamte oder einen Teil des Gemeindegebiets strengere Verordnungen oder Verfügungen erlassen als die höheren Bestimmungen über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten.

Sie übermitteln sie der Regierung. Letztere verfügt über eine Frist von neunzig Tagen, um nach Stellungnahme des Pools "Ländliche Entwicklung" über alle seine Abschnitte zu entscheiden. In Ermangelung einer Entscheidung gelten die Verordnungen oder Verfügungen als genehmigt.

Diese Verordnungen oder Verfügungen werden veröffentlicht und treten gemäß dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Kraft.

KAPITEL XV — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 30 - Artikel 5ter des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur aufgeführt, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5ter - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraph 2 sind untersagt:

1° die Einbringung in die freie Wildbahn im Sinne des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten oder in Wildparks nicht heimischer Stämme einheimischer Tier- und Pflanzenarten mit Ausnahme von Stämmen von Arten, die Gegenstand einer forstwirtschaftlichen oder landwirtschaftlichen Nutzung sind;

2° die Wiedereinbringung in die freie Wildbahn einheimischer Tier- und Pflanzenarten.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die Erteilung einer Genehmigung zur Einbringung in die freie Wildbahn von nicht heimischen Arten oder von nicht heimischen Stämmen von heimischen Arten oder zur Wiedereinbringung von heimischen Arten."

Art. 31 - In Artikel 11 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Diese Verbote gelten nicht für die Überwachung, das Management oder die Beseitigung invasiver nicht einheimischer Arten.“

Art. 32 - Artikel 63 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 1984, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 22. Dezember 2010 und vom 17. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen die Artikel 7, 31 und 32 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten, oder gegen die Bestimmungen der Artikel 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 25 und 37 des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten und die in Ausführung dieser Artikel verabschiedeten Erlasse verstößt.“;

2° zwischen die Absätze 3 und 4 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen die Artikel des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten verstößt, die nicht in Absatz 3 genannt sind, oder gegen die Ausführungserlasse, die nicht in Absatz 3 genannt sind.“

Art. 33 - In Artikel 13 Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2008, 10. Juli 2013, 20. Juli 2016 und 1. März 2018, wird zwischen die Wortfolge „bezüglich jedes Betriebs, der eine wie durch die Regierung bestimmte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie darstellt“ und die Wortfolge „bezüglich der Aktivitäten und Anlagen, die zur Umsetzung einer Schürfgenehmigung oder einer Bergbaukonzession“ die Wortfolge „bezüglich der in den Artikeln 9 und 10 des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten genannten Genehmigungsanträge“ eingefügt.

Art. 34 - Artikel 19 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„5° in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten erwähnten Fall.“

Art. 35 - Artikel 81 § 2 Absatz 2 desselben Dekrets wird durch die Wortfolge „sowie auf die in den Artikeln 9 und 10 des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten genannten Genehmigungsanträge“ ergänzt.

Art. 36 - Artikel 85 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„5° in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten erwähnten Fall.“

KAPITEL XVI — *Übergangsbestimmungen für die nichtgewerblichen Eigentümer und die gewerblichen Bestände*

Art. 37 - § 1. Unbeschadet der Mitteilungspflicht und der Präventions- oder Managementmaßnahmen, die in Artikel 7 angeführt werden, kann die Regierung die Bedingungen für die Haltung unter Verschluss und gegebenenfalls die Verwendung, die Beförderung, den Tausch und das Inverkehrbringen von Arten festlegen, die gemäß den Übergangsbestimmungen gemäß den Artikeln 31 und 32 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 und den Artikeln 55 und 56 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Januar 2019 gehalten werden.

§ 2. Falls ein lebendes Exemplar gemäß Artikel 32 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 an einen nichtgewerblichen Nutzer verkauft oder übergeben wird, so bewahrt dieser Nutzer das Exemplar nur unter den Bedingungen der Haltung unter Verschluss und der in Paragraph 1 und Artikel 7 vorgesehenen Präventions- oder Managementmaßnahmen auf.

§ 3. Die Übergangsregelung für Heimtiere, die von den Eigentümern für nicht kommerzielle Zwecke im Sinne von Artikel 31 Absatz 1 gehalten werden, und für Arten von gewerblichen Beständen im Sinne von Artikel 32 der Verordnung gilt auch für Arten der nationalen Liste.

Art. 38 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung sowie die damit verbundenen Verwaltungsbeschwerden, werden nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind.

KAPITEL XVII — *Inkrafttreten*

Art. 39 - Die Artikel 11, 12, 13 und 30 treten an einem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Die Regierung kann für jeden der in Absatz 1 genannten Artikel unterschiedliche Zeitpunkte für das Inkrafttreten vorsehen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—————
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1383 (2018-2019) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019

Diskussion.

Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204580]

2 MEI 2019. — Decreet betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° Verordening (EU) nr. 1143/2014 : Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

2° het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019: het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten

3° opzettelijk een invasieve uitheemse soort bezitten: zich bewust in een van de volgende situaties bevinden :

a) ten minste één exemplaar van een in de EU- of nationale lijst opgenomen invasieve uitheemse soort houden of kweken, ook niet in een gesloten omgeving, of het in staat stellen zich voort te planten, te kweken of te telen, ook niet in een gesloten omgeving, in de zin van artikel 7, § 1, b), c) en g), van Verordening (EU) nr. 1143/2014;

b) het vrijwillig gebruiken, vervoeren, inruilen of op de markt brengen van ten minste één exemplaar van een invasieve uitheemse soort die op de EU- of nationale lijst is opgenomen.

Met betrekking tot (a) wordt onder houden verstaan het vrijwillig in bezit of onder controle houden van een levend specimen, ongeacht het stadium van de levenscyclus ervan.

4° wijdverspreide soort : de soort in de zin van artikel 3, 16, van Verordening (EU) nr. 1143/2014;

5° EU lijst: de lijst van voor de Unie zorgwekkende invasieve uitheemse soorten, aangenomen overeenkomstig artikel 4 van Verordening (EU) nr. 1143/2014;

6° de nationale lijst : de lijst van de voor België zorgwekkende invasieve uitheemse soorten, bedoeld in artikel 12 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 en in de artikelen 32 tot 36 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019;

7° het in het wild binnenbrengen: het al dan niet opzettelijk uitzetten of verspreiden van een of meer exemplaren van een soort op plaatsen en op een wijze die hen of hun nakomelingen in staat stelt zich vrijelijk naar aangrenzende plaatsen te verspreiden

De definities, bedoeld in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019, zijn van toepassing op dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Dit decreet voorziet in de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 1143/2014 en het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019.

Dit decreet is van toepassing op de categorieën invasieve uitheemse soorten die vallen onder het toepassingsgebied van Verordening (EU) nr. 1143/2014, zoals omschreven in artikel 2 van die Verordening.

Art. 3. § 1. Voor de berekening van de termijnen, bedoeld in dit decreet of in de uitvoeringsbesluiten ervan, wordt de vervaldag als onderdeel van de termijn beschouwd. Als de termijn op een zaterdag, zondag of feestdag verstrijkt, wordt de vervaldag tot de volgende werkdag verlengd.

Wanneer de dag van ontvangst van een akte de aanvangsdatum van een termijn vormt, wordt deze niet meegerekend.

§ 2. Voor bepalingen die betrekking hebben op het bewaren van persoonsgegevens, heeft de Regering het recht om de bewaartermijn van de gegevens vast te stellen.

HOOFDSTUK III. — *Lijsten van de invasieve uitheemse soorten*

Art. 4. De Regering kan overeenkomstig de artikelen 25 en 26 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 een verzoek indienen om een invasieve uitheemse soort extra in de EU-lijst op te nemen of te schrappen.

Zij bepaalt de procedurele modaliteiten voor een dergelijk verzoek en de elementen en informatie die het vergezellen.

Art. 5. De Regering kan overeenkomstig de artikelen 33 en 34 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 een verzoek indienen om een invasieve uitheemse soort extra in de nationale lijst op te nemen of te schrappen. Zij bepaalt de procedurele modaliteiten voor een dergelijk verzoek en de elementen en informatie die het vergezellen.

HOOFDSTUK IV. — *Beperkingen en maatregelen die van toepassing zijn op activiteiten met betrekking tot invasieve uitheemse soorten*

Afdeling 1. — Beperkingen en maatregelen die van toepassing zijn op activiteiten met betrekking tot invasieve uitheemse soorten die op de EU- of nationale lijst zijn opgenomen

Onderafdeling 1. — Het voorkomen van de opzettelijke of onopzettelijke introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten

Art. 6. Deze onderafdeling is van toepassing op maatregelen om de opzettelijke of onopzettelijke introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten te voorkomen.

De activiteiten bedoeld in artikel 7, § 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 met betrekking tot de soorten die in de EU-lijst of in de nationale lijst zijn opgenomen, zijn verboden, onverminderd :

- 1° de activiteiten waarvoor een milieuvergunning is verleend overeenkomstig de artikelen 9 en 10;
- 2° de overgangsregeling bedoeld in artikel 37.

De regering neemt de nodige politimaatregelen om de doeltreffendheid van de in artikel 7, § 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoelde beperkingen en het in lid 1 bedoelde verbod te waarborgen. Deze verplichtingen kunnen met name bestaan uit :

- 1° de verplichting om bepaalde exemplaren van de betrokken soort terug te geven of te verwijderen;
- 2° de verzegeling
- 3° het bevelen van de opschorting of het verbod van de exploitatie;
- 4° het bevelen van de gehele of gedeeltelijke stopzetting van een operatie of activiteit;
- 5° het regelen van de interne handel en het vervoer van goederen of producten die een risico kunnen inhouden voor het binnenbrengen of verspreiden van soorten die in de EU-lijst of in de nationale lijst zijn opgenomen;
- 6° het bevelen dat de in de EU-lijst of de nationale lijst opgenomen soorten in afwachting van de uitroeiing ervan in bedwang worden gehouden;
- 7° het opleggen van gedragsnormen om de introductie of verspreiding van soorten die in de EU-lijst of de nationale lijst zijn opgenomen, te voorkomen.

Onverminderd de in de artikelen 27 en 28 bedoelde informatie- en sensibiliseringsmaatregelen kan de regering elke aanmoedigings- of contractuele maatregel nemen om de doeltreffendheid van de in artikel 7, § 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoelde beperkingen en het in lid 1 bedoelde verbod te waarborgen. Deze maatregelen kunnen met name bestaan uit :

- 1° het sluiten van een overeenkomst of partnerschap met een of meer publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen;
- 2° het sluiten van milieuovereenkomsten in de zin van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek;
- 3° het opstellen van gedragscodes voor goede praktijken in overleg met de betrokken marktdeelnemers;
- 4° het toekennen van subsidies aan een of meer publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen.

Art. 7. § 1. Elke persoon die opzettelijk een soort houdt die ten tijde van de inwerkingtreding van dit decreet of daarna op de EU-lijst of de nationale lijst is opgenomen, alsmede degene die opzettelijk een dergelijke soort heeft geïntroduceerd vóór de inwerkingtreding van het decreet of, indien later, vóór de opneming ervan op een van de genoemde lijsten, doet hiervan mededeling aan de door de regering aangewezen overheid :

1° als het gaat om een gezelschapsdier dat door zijn eigenaar wordt gehouden voor niet-commerciële doeleinden in de zin van artikel 31, lid 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014;

2° als het gaat om één of meerdere exemplaren van een soort van een commerciële voorraad in de zin van artikel 32 van Verordening (EU) nr. 1143/2014;

3° in de andere gevallen, wanneer de persoon opzettelijk een invasieve uitheemse soort bezit die nog niet wijdverbreid is en die op een door de Regering opgestelde lijst is opgenomen.

§ 2. De Regering bepaalt :

- 1° de procedure en de modaliteiten van de mededeling bedoeld in paragraaf 1;

2° de wijze van ontvangst van de mededeling door de bevoegde overheid;

3° de algemene preventie- of beheersmaatregelen die de houders naleven, onverminderd de in artikel 37 vastgestelde voorwaarden;

4° de wijze waarop de bevoegde instantie die de mededeling ontvangt, de mededeler onder specifieke voorwaarden preventieve of beheersmaatregelen kan opleggen om risico's voor de biodiversiteit en de daarmee samenhangende ecosysteemdiensten, het milieu, de gezondheid of de economie in verband met de introductie of verspreiding van de betrokken soort te voorkomen of te beperken

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, worden algemene preventie- of beheersmaatregelen vastgesteld overeenkomstig elke soort of groep van soorten, zowel plantaardige als dierlijke.

§ 3. Een persoon die, behalve in de gevallen die zijn toegestaan in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, na de inwerkingtreding van het decreet of, indien later, na de opneming ervan op de EU-lijst of de nationale lijst, opzettelijk een soort bedoeld in paragraaf 1, 3°, vasthoudt, indien hij bedoelde kennisgeving doet overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 en zich houdt aan de op grond van paragraaf 2 opgelegde preventie- of beheersmaatregelen, pleegt geen overtreding.

Art. 8. § 1. Onverminderd de krachtens artikel 7, § 2, genomen maatregelen stelt de Regering de nodige politie maatregelen vast om het onopzettelijk binnenbrengen of verspreiden van soorten die zijn opgenomen in de EU-lijst of in de nationale lijst, in voorkomend geval met inbegrip van, ernstige nalatigheid, te voorkomen, overeenkomstig artikel 7, lid 2, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 en rekening houdend met de actieplannen bedoeld in artikel 13 van Verordening (EU) nr. 1143/2014.

§ 2. Onverminderd de in de artikelen 27 en 28 bedoelde informatie- en sensibiliseringsmaatregelen kan de Regering alle aanmoedigings- of contractuele maatregelen nemen die bijdragen tot het voorkomen van de onopzettelijke introductie of verspreiding van soorten die op de EU-lijst of de nationale lijst staan, rekening houdend met de in artikel 13 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoelde actieplannen.

Onderafdeling 1. — Vergunningen en toelatingen

Art. 9. § 1. In afwijking van artikel 6, tweede lid, zijn de activiteiten bedoeld in artikel 8, § 1 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 betreffende soorten die zijn opgenomen in de EU-lijst of in de nationale lijst, onderworpen aan een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen.

De bevoegde overheid laat deze alleen toe als aan de voorwaarden van artikel 8, paragrafen 2 tot en met 8, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 is voldaan.

§ 2. Indien de aanvrager van de vergunning voor dezelfde soort een aanvraag heeft ingediend bij de bevoegde overheden van een andere partij bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 om onderzoekswerkzaamheden, de instandhouding ex situ van de soort of de verbetering van de menselijke gezondheid mogelijk te maken, of indien de vergunningaanvraag duidelijk verband houdt met een andere vergunningaanvraag die bij een andere bevoegde overheid op nationaal niveau is ingediend, is de in artikel 28 van de samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 bedoelde procedure van toepassing.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen op grond waarvan kan worden opgetreden tegen de vergunning of de inrichting, ongeacht of er al dan niet sprake is van een inbreuk, kan de vergunning die is afgegeven om een activiteit bedoeld in artikel 8, § 1, van de IUS-Verordening toe te staan, tijdelijk of definitief worden ingetrokken overeenkomstig en met inachtneming van de voorwaarden bepaald in artikel 8.5 van de IUS-Verordening. In voorkomend geval is de procedure bedoeld in artikel 29 van het samenwerkingsakkoord van toepassing.

De regering kan de procedure vaststellen voor het onderzoek naar de intrekking van de vergunning.

Art. 10. § 1. De activiteiten bedoeld in artikel 9, § 1 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 betreffende soorten die zijn opgenomen in de EU-lijst of in de nationale lijst, zijn onderworpen aan een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen.

De bevoegde overheid laat deze alleen toe als aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 is voldaan en op voorwaarde dat de Commissie vooraf toelating verleent als bedoeld in artikel 9 van Verordening (EU) nr. 1143/2014.

De Regering bepaalt de procedure en modaliteiten die de aanvrager moet volgen alvorens zijn aanvraag voor een milieuvergunning in te dienen.

§ 2. De aanvraag voor een milieuvergunning is alleen ontvankelijk als zij de toelating omvat die verleend is door de Commissie overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 9 van Verordening (EU) nr. 1143/2014.

§ 3. Indien de aanvrager van de vergunning voor dezelfde soort een aanvraag heeft ingediend bij de bevoegde overheden van een andere partij bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019, is de in artikel 31 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 bedoelde procedure van toepassing.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen op grond waarvan kan worden opgetreden tegen de vergunning of de inrichting, ongeacht of er al dan niet sprake is van een inbreuk, kan de vergunning die is afgegeven om een activiteit bedoeld in artikel 9, § 1, van de IUS-Verordening toe te staan, tijdelijk of definitief worden ingetrokken overeenkomstig en met inachtneming van de voorwaarden bepaald in artikel 8.5 van de IUS-Verordening. In voorkomend geval is de procedure bedoeld in artikel 29 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 van toepassing.

De regering kan de procedure vaststellen voor het onderzoek naar de intrekking van de vergunning.

Afdeling 2. — Beperkingen en maatregelen die van toepassing zijn op activiteiten met betrekking tot andere uitheemse soorten dan die welke in de EU-lijst of de nationale lijst zijn opgenomen

Art. 11. Deze afdeling is van toepassing voor de beperkingen en maatregelen die van toepassing zijn op activiteiten met betrekking tot andere uitheemse soorten dan die welke in de EU-lijst of de nationale lijst zijn opgenomen

Het opzettelijk binnenbrengen in de natuur en in de wildparken van uitheemse diersoorten is verboden.

Het in het eerste lid bedoelde verbod is niet van toepassing op uitheemse diersoorten die voorkomen op een door de Regering vastgestelde lijst.

Deze lijst omvat exotische diersoorten die in de natuur kunnen worden geïntroduceerd vanwege hun leeftijd op het grondgebied, hun nut voor de landbouw, de aquacultuur, de visserij of de jacht, hun eventuele goedkeuring en de afwezigheid van schade die zij op basis van de beschikbare wetenschappelijke kennis aan de biodiversiteit kunnen toebrengen.

De ontwerprijst of de wijziging van de lijst wordt vooraf voor advies voorgelegd aan de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", voor alle afdelingen ervan, en aan een door de regering aangewezen instantie.

Art. 12. De Regering kan lijsten vaststellen van invasieve uitheemse plantensoorten waarvan de aanplanting of afzetting op het gehele Waalse grondgebied of een deel daarvan verboden of gereguleerd is en volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

De in het eerste lid bedoelde lijsten worden aangenomen rekening houdend met de meest recente wetenschappelijke kennis over de naturalisatiemogelijkheden van een soort op het grondgebied van het Waalse Gewest, de verspreiding ervan in het milieu, de kolonisatie van natuurlijke en seminatuurlijke habitats en het vermogen om schade toe te brengen aan de biodiversiteit.

De ontwerprijst wordt vooraf voor advies voorgelegd aan de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", voor alle afdelingen ervan, en aan een door de regering aangewezen instantie.

Art. 13. § 1. Van de in de artikelen 11 en 12 bedoelde verbodsbepalingen kan worden afgeweken indien de aanvrager aantoont dat het onwaarschijnlijk is dat de voorgestelde handeling op een regionaal niveau schadelijk is voor inheemse soorten en natuurlijke habitats, de gezondheid en de economische belangen en de veiligheid van goederen en personen, en dat het verzoek om afwijking wordt ingewilligd :

- 1° voor landbouwdoeleinden
- 2° voor de aquacultuur en de visserij
- 3° voor bosbouwdoeleinden
- 4° voor de jacht;
- 5° om redenen van bescherming van flora of fauna of hun habitats;
- 6° om redenen van algemeen belang;
- 7° voor wetenschappelijk onderzoek.

§ 2. De Regering bepaalt de overheid die bevoegd is om verzoeken om afwijking te behandelen. Zij stelt de vorm, de inhoud en de procedure voor het indienen van een verzoek om afwijking vast. Zij bepaalt ook de procedures voor het onderzoek van het verzoek, de termijnen en de te raadplegen instanties. De Regering kan ook de inhoud van de beslissing bepalen. Zij kan ook voorzien in de mogelijkheid om de beslissing in te trekken.

Indien de beslissing over het verzoek om afwijking niet binnen de door de regering vastgestelde voorwaarden en termijnen wordt toegezonden, wordt het verzoek om afwijking geacht te zijn verworpen.

Tegen het besluit dat naar aanleiding van het verzoek om afwijking is genomen, staat beroep open bij de regering. De termijnen en modaliteiten voor het instellen en onderzoeken van dit beroep worden vastgesteld door de Regering. Indien de beslissing niet binnen de gestelde voorwaarden en termijnen wordt toegezonden, wordt de beslissing van de eerste instantie bevestigd.

HOOFDSTUK V. — Noodmaatregelen en nationaal actieplan

Art. 14. § 1. De regering bepaalt de noodmaatregelen die kunnen worden genomen in het in artikel 10, paragraaf 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoelde geval, overeenkomstig de voorwaarden en de procedure van artikel 10, § 2 tot en met 7, van Verordening (EU) nr. 1143/2014, en stelt de uitvoeringsbepalingen daarvan vast.

Wanneer dergelijke maatregelen worden genomen om rekening te houden met de aanwezigheid of het op handen zijnde binnendringen op het grondgebied van het Waalse Gewest van een uitheemse invasieve soort die niet in de Europese lijst is opgenomen, maar die kan voldoen aan de criteria voor opname, is de procedure van artikel 38, §§ 1 tot en met 3, van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 van toepassing.

§ 2. De Regering kan het verbod en alle of sommige van de maatregelen bedoeld in de artikelen 6, 7, 8, 9 en 10 van toepassing verklaren wanneer zij over aanwijzingen beschikt dat er een invasieve uitheemse soort aanwezig is of dreigt te worden binnengebracht op het grondgebied van het Waalse Gewest van een invasieve uitheemse soort die niet in de nationale lijst is opgenomen, maar die, op basis van voorlopige wetenschappelijke gegevens, kan voldoen aan de criteria voor de opname ervan in de lijst.

Art. 15. Voor de tenuitvoerlegging van de artikelen 39 tot en met 41 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 wijst de regering de bevoegde overheid in de zin van bovengenoemde bepalingen aan.

HOOFDSTUK VI. — Toezicht, vroegtijdige detectie en snelle uitroeiing

Art. 16. § 1. De Regering stelt de procedures vast voor het verzamelen en registreren van gegevens over het voorkomen in het milieu van invasieve uitheemse soorten die zijn opgenomen in de EU-lijst en de nationale lijst of die waarschijnlijk zullen voldoen aan de criteria voor opname in die lijst, met het oog op de uitvoering van het in artikel 14 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoelde toezicht en, indien van toepassing, de uitbreiding ervan tot soorten die zijn opgenomen in de nationale lijst of die waarschijnlijk zullen voldoen aan de criteria voor opname daarin

§ 2. De overheden of diensten van het Waalse Gewest, de gemeenten en andere door de regering aangewezen publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen verstrekken aan de door de regering aangewezen bevoegde overheid de informatie waarover zij beschikken en die kan bijdragen tot het toezicht op het voorkomen van invasieve uitheemse soorten die zijn opgenomen in de EU-lijst of de nationale lijst. Zij stellen de Commissie ook in kennis van eventuele wijzigingen in deze gegevens.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 47 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 stelt de door de regering aangewezen overheid de Europese Commissie overeenkomstig artikel 16, § 2, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 in kennis van de introductie of de aanwezigheid op het grondgebied van het Waalse Gewest van een invasieve uitheemse soort die op de EU-lijst staat. Tegelijkertijd stelt zij het Nationaal Comité van de invasieve uitheemse soorten in kennis daarvan.

De gegevens die in het kader van het door artikel 16 georganiseerde toezicht worden verzameld, worden gebruikt om vroegtijdig de introductie of aanwezigheid op het grondgebied van het Waalse Gewest van een invasieve uitheemse soort die is opgenomen in de EU-lijst of in de nationale lijst, of die waarschijnlijk voldoet aan de criteria voor opname in die lijst, op te sporen.

Art. 18. § 1. De regering kan de snelle uitroeingsmaatregelen specificeren die binnen de in artikel 17, § 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 vastgestelde termijn moeten worden genomen.

Deze maatregelen worden vastgesteld met het oog op de snelle, volledige en permanente uitroeiing van invasieve uitheemse soorten die nog niet wijdverbreid zijn en die zijn opgenomen in de overeenkomstig artikel 7, § 1, 3^o aangenomen lijst, rekening houdend met de gezondheid van de mens en het milieu, in het bijzonder de niet bedoelde soorten en hun habitats, en om pijn, angst of lijden van dieren te voorkomen.

§ 2. De regering bepaalt, in voorkomend geval overeenkomstig de wetgeving inzake overheidsopdrachten of concessies voor openbare diensten, welke instanties de in paragraaf 1 bedoelde maatregelen voor snelle uitroeiing kunnen overnemen indien zij aantonen dat zij over voldoende technische capaciteit beschikken en zich ertoe verbinden de voorschriften inzake dierenwelzijn na te leven. In voorkomend geval stelt de regering dergelijke technische capaciteiten en minimumeisen vast.

§ 3. De Regering kan een lijst van uitroeimiddelen en -methoden opstellen, onverminderd de bepalingen van de wetgeving inzake natuurbehoud, jacht, wapens, vallen, dierenwelzijn en riviervisserij, alsmede inzake het gebruik van pesticiden in de landbouw, biociden en andere gevaarlijke stoffen, en wel zodanig dat de gevolgen voor niet bedoelde soorten en hun habitats tot een minimum beperkt blijven.

Indien de Regering ingevolge het eerste lid bepaalt dat wapens die voor de jacht zijn toegestaan, mogen worden gebruikt voor de vernietiging van een invasieve vreemde diersoort, is het zoeken naar een invasieve vreemde soort die door een jachtwapen is gewond, verplicht.

§ 4. In geval van schade aan hun bedrijf als gevolg van de uitvoering van de in paragraaf 1 bedoelde uitroeingsmaatregelen kunnen land-, tuinbouw- of bosbouwondernemingen, aquacultuurexploitanten of exploitanten van commerciële visserij, op basis van bewijsmateriaal dat het bestaan van persoonlijke en directe schade aantoonst, schadevergoeding eisen van de door de regering aangewezen bevoegde overheid. In voorkomend geval kan het verzoek ook betrekking hebben op het tijdelijke verlies van het gebruik van een deel van hun grond.

De Regering bepaalt :

- 1^o de schade waarvoor schadevergoeding kan worden geëist;
- 2^o de procedure voor de toekenning van de schadevergoeding, met inbegrip van de te raadplegen organen;
- 3^o de toekenningsvoorwaarden van de schadevergoeding;
- 4^o de bedragen van de vergoeding, de kortingen, vermeerderingen en verminderingen;
- 5^o de methodes voor de beoordeling en vereffening van de schade;
- 6^o de maatregelen voor de expertise en de controle.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1^o, bepaalt de Regering de lijst van de vergoedbare goederen en de lijst van de goederen en schadevergoedingen waarvoor geen vergoeding wordt toegekend.

Betreffende het tweede lid, 3^o, kan de Regering een minimaal en een maximaal vergoedingsbedrag per begunstigde bepalen.

Alle vorderingen tot schadevergoeding worden ingediend op basis van een formulier, waarvan het model, de inhoud en de wijze van beschikbaarstelling door de regering worden vastgesteld.

De vergoeding wordt geweigerd indien de betrokken aanvrager verantwoordelijk is voor het binnenbrengen van de soort waarvoor een maatregel als bedoeld in paragraaf 1 noodzakelijk was en kan worden geweigerd indien de genomen maatregel hem enig voordeel oplevert.

De toegekende vergoeding wordt berekend op basis van de door de aanvrager verstrekte bewijsstukken en na aftrek van eventuele verbeteringen of vermogenswinsten die voortvloeien uit de overeenkomstig lid 1 genomen uitroeingsmaatregelen.

§ 5. De door de regering aangewezen overheid stelt het Nationaal Comité invasieve uitheemse soorten in kennis van de maatregelen die krachtens dit artikel zijn genomen, overeenkomstig artikel 48, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019.

§ 6. Wanneer het comité besluit dat de overeenkomstig artikel 14 ontdekte soorten betrekking hebben op meer dan één partij bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 of zich snel kunnen verspreiden op het grondgebied van een andere partij of in de zeegebieden die onder het rechtsgebied van België vallen, is de in artikel 48, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 bedoelde procedure van toepassing.

De door de regering aangewezen autoriteit stelt de Europese Commissie overeenkomstig de artikelen 17, §§ 1 en 4, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 in kennis en deelt deze informatie ook mee aan de andere lidstaten, overeenkomstig artikel 48, § 2, lid 2, van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019.

§ 7. Op basis van wetenschappelijke bewijzen kan de Regering binnen twee maanden na de ontdekking van een invasieve uitheemse soort die op de EU-lijst staat, beslissen geen uitroeingsmaatregelen toe te passen indien aan ten minste één van de voorwaarden van artikel 18, § 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 is voldaan. Zij stelt de uitvoeringsmodaliteiten ervan vast.

De door de Regering aangewezen overheid is verantwoordelijk voor de kennisgeving aan de Commissie, overeenkomstig artikel 18, § 1, tweede alinea, van Verordening (EU) nr. 1143/2014, van de beslissing van de Regering. Indien de Commissie de beslissing van de Regering verwerpt, past de door de Regering aangewezen overheid onverwijld een van de in de paragrafen 1 tot en met 3 bedoelde uitroeingsmaatregelen toe.

Wanneer de Commissie de beslissing van de Regering valideert, onderwerpt de door de Regering aangewezen overheid de betrokken soort aan een van de in artikel 16 bedoelde beheersmaatregelen.

§ 8. De Regering hoeft de in de paragrafen 1 tot en met 3 bedoelde maatregelen niet van toepassing te verklaren op de in de nationale lijst opgenomen soorten indien aan een van de voorwaarden van artikel 18, paragraaf 1, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 is voldaan.

HOOFDSTUK VII. — *Beheer*

Art. 19. § 1. Onverminderd artikel 20 stelt de regering de beheersmaatregelen vast die overeenkomstig artikel 19 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 kunnen worden genomen voor invasieve uitheemse soorten die zijn opgenomen in de EU-lijst of in de nationale lijst en die op grote schaal worden verspreid op het grondgebied van het Waalse Gewest, teneinde de effecten ervan op de biodiversiteit, de daarmee samenhangende ecosysteemdiensten en, in voorkomend geval, de menselijke gezondheid of de economie tot een minimum te beperken.

De beheersmaatregelen worden vastgesteld op basis van de in artikel 19, § 2, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 vastgestelde criteria en houden rekening met de in artikel 19, § 3, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 vastgestelde beperkingen om rekening te houden met de gezondheid van de mens, het milieu, het dierenwelzijn en de economische effecten.

§ 2. De door de regering aangewezen overheid stelt het Nationaal Comité invasieve uitheemse soorten in kennis van de maatregelen die krachtens dit artikel zijn genomen, overeenkomstig artikel 50 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019.

§ 3. Wanneer het Comité beslist dat een uitheemse invasieve soort die op de EU-lijst voorkomt, wijdverspreid is op het grondgebied van meer dan één partij bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 of in zeegebieden die onder het rechtsgebied van België vallen, of zich snel kan verspreiden op het grondgebied van een andere partij bij het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 of in zeegebieden die onder het rechtsgebied van België vallen, is de procedure van artikel 49 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 van toepassing.

Naast de in de artikelen 49 en 50 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 bedoelde gevallen, stelt de regering of de overheid die zij aanwijst de andere lidstaten en de Commissie van dit risico in kennis wanneer er een aanzienlijk risico bestaat dat een invasieve uitheemse soort die de Unie in het Waalse Gewest zorgen baart, zich naar een andere lidstaat kan verspreiden. Zij stelt ook het Nationaal Comité van de invasieve uitheemse soorten in kennis daarvan.

§ 4. De Regering vertrouwt, onder haar toezicht, in voorkomend geval met inachtneming van de wetgeving inzake overheidsopdrachten of concessies voor openbare diensten, de eigenaar of beheerder, de door haar aangewezen dienst of een natuurlijke of rechtspersoon naar publiek- of privaatrecht toe, die aantoonbaar dat hij over voldoende technische bekwaamheid beschikt en zich ertoe verbindt de voorschriften inzake dierenwelzijn na te leven. In voorkomend geval stelt de Regering dergelijke technische capaciteiten en minimumeisen vast.

§ 5. De Regering stelt een lijst van beheersmiddelen en -methoden op, onverminderd de bepalingen van de wetgeving inzake natuurbehoud, jacht, wapens, vallen, dierenwelzijn en riviervisserij, alsmede inzake het gebruik van pesticiden in de landbouw, biociden en andere gevaarlijke stoffen, en wel zodanig dat de gevolgen voor niet bedoelde soorten en hun habitats tot een minimum beperkt blijven.

Indien de Regering ingevolge het eerste lid bepaalt dat wapens die voor de jacht zijn toegestaan, mogen worden gebruikt voor de vernietiging van een invasieve vreemde diersoort, is het zoeken naar een invasieve vreemde soort die door een jachtwapen is gewond, verplicht.

Art. 20. De Regering hoeft de in artikel 19, § 1 bedoelde beheersmaatregelen niet van toepassing te verklaren op de soorten van de nationale lijst.

HOOFDSTUK VIII. — *Grondmaatregelen*

Art. 21. Het Waals Gewest kan onroerend goed verwerven door middel van onteigening ten algemene nutte om de opzettelijke of onopzettelijke introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten die zijn opgenomen in de EU- of nationale lijst en de snelle uitroeiing, het beheer en het herstel van deze soorten zoals bedoeld in hoofdstuk 11, te voorkomen.

De Regering is bevoegd om criteria vast te stellen op basis waarvan de onteigening op basis van dit artikel kan worden uitgevoerd.

HOOFDSTUK IX. — *Strafbepalingen*

Art. 22. De overtredingen en sancties tegen dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten worden opgesomd in artikel 63, derde en vierde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Art. 23. Zodra het binnenbrengen in de natuur van een invasieve uitheemse soort die voorkomt op de EU-lijst, op de nationale lijst of bedoeld in de artikelen 11 en 12, is vastgesteld, kunnen de personeelsleden die belast zijn met de controle op dit rechtsvoorschrift, monsters van de geïntroduceerde soort nemen of laten nemen of de exemplaren van de geïntroduceerde soort laten vernietigen, met inachtneming van artikel D.145 van Boek I van het Milieuwetboek en onverminderd de toepasselijke voorschriften inzake dierenwelzijn en het gebruik van pesticiden die verenigbaar zijn met duurzame ontwikkeling.

HOOFDSTUK X. — *Toegang van de personeelsleden tot de eigendommen*

Art. 24. § 1. De ambtenaren en personeelsleden die door de Regering zijn aangewezen overeenkomstig deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, de personeelsleden en personen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de uitroeiings- en beheersmaatregelen en de personeelsleden en personen die verantwoordelijk zijn voor het toezicht, zijn bevoegd om zich voor de uitvoering van hun taken te begeven naar een plaats die geen woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet is, om alle relevante onderzoeken of vaststellingen te verrichten en om de handelingen te verrichten die nodig zijn voor de uitvoering van de bovengenoemde opdrachten. Zij kunnen alle informatie krijgen die zij relevant achten.

Toegang is te allen tijde toegestaan, mits de eigenaars of bewoners minstens 48 uur voor de ingreep hiervan vooraf op de hoogte worden gesteld. De regering kan de voorwaarden van deze waarschuwing bepalen.

§ 2. Bij wijze van uitzondering wordt toegang zonder voorafgaande waarschuwing toegestaan wanneer dit essentieel is voor de vroegtijdige detectie of snelle uitroeiing van de betrokken soort (soorten) of als onderdeel van noodmaatregelen. In dat geval wordt de eigenaar of bewoner binnen drie dagen na de ingreep daarvan op de hoogte gebracht.

Het personeelslid (de personeelsleden) heeft (hebben) een specifiek mandaat in die zin, dat door de door de Regering aangewezen overheid wordt afgegeven.

§ 3. In het geval van een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet is voor de in de leden 1 en 2 bedoelde toegang de schriftelijke toestemming van de eigenaars of bewoners of, bij gebreke daarvan, een machtiging van de onderzoeksrechter vereist.

HOOFDSTUK XI. — *Herstel van de beschadigde ecosystemen en terugvordering van de kosten*

Art. 25. De Regering neemt de passende herstelmaatregelen overeenkomstig artikel 20 van Verordening (EU) nr. 1143/2014.

HOOFDSTUK XII. — *Versterkte regionale samenwerking*

Art. 26. Indien het Nationaal Comité invasieve uitheemse soorten overeenkomstig de artikelen 42 tot en met 45 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 beslist dat een invasieve uitheemse soort die op de nationale lijst is opgenomen, een versterkte regionale samenwerking vereist, vertegenwoordigt de door de regering aangewezen overheid de bevoegde overheid in de zin van de bovenstaande bepalingen om de uitvoering ervan mogelijk te maken.

HOOFDSTUK XIII. — *Informatie, sensibilisering en subsidies*

Art. 27. § 1. De Regering neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat het publiek, de economische actoren en de overheden op grote schaal worden geïnformeerd en effectief worden gesensibiliseerd wat betreft :

1° de EU- en nationale lijsten en invasieve uitheemse soorten en de wijzigingen daarvan;

2° de toepasselijke beperkingen, maatregelen, sancties en stimulansen en de wijzigingen daarvan;

3° de aangemoedigde herstelmaatregelen;

4° de risico's van het houden van gezelschapsdieren die niet voor commerciële doeleinden worden gehouden en de maatregelen die door de niet-commerciële eigenaren van dergelijke dieren moeten worden genomen om het risico van voortplanting en ontsnapping tot een minimum te beperken.

§ 2. De Regering voorziet daartoe:

1° de productie en publicatie van informatie over de betrokken soorten, de ecologie, de verspreidingsroutes en de maatregelen die moeten worden genomen om de opsporing, uitroeiing of het beheer van deze soorten te vergemakkelijken en de verspreiding ervan te voorkomen, rekening houdend met de in artikel 13 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoelde actieplannen;

2° de ontwikkeling, in overleg met de betrokken economische actoren, van codes van goede praktijken met een indicatieve waarde ter beperking van de risico's van opzettelijke of onopzettelijke introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten die al dan niet op een van de in hoofdstuk 3 bedoelde lijsten staan.

§ 3. De Regering kan aan publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen subsidies verlenen met het oog op :

1° de ondersteuning van de uitvoering van maatregelen voor het toezicht, de vroegtijdige opsporing, de snelle uitroeiing en de beheersing van invasieve uitheemse soorten;

2° de ondersteuning van informatie, sensibiliserings- en educatiecampagnes over de risico's van invasieve uitheemse soorten;

3° de uitvoering van elke maatregel in het kader van een in artikel 13 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 bedoeld actieplan.

De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden van de subsidies toegekend aan natuurlijke of rechtspersonen. Het subsidiepercentage bedraagt ten minste 10 procent en bedraagt niet meer dan de kosten van de in de eerste alinea bedoelde maatregelen.

De Regering kan bepalen waaruit de kosten bedoeld in lid 2 bestaan.

Art. 28. De Regering stelt een website en een telefoonnummer ter beschikking van het publiek, zodat iedereen de overheid op de hoogte kan stellen van de aanwezigheid van een soort op de EU-lijst of op de nationale lijst.

HOOFDSTUK XIV. — *Gemeentelijke reglementen en verordeningen*

Art. 29. De gemeenteraden kunnen, overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, voor het gehele grondgebied of een deel daarvan strengere reglementen of verordeningen vaststellen dan de hogere bepalingen betreffende de preventie en het beheer van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.

Zij maken deze aan de Regering over. Deze laatste heeft een periode van negentig dagen om op advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden" te beslissen over alle onderdelen van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden". Bij gebreke van een beslissing worden de reglementen of verordeningen geacht te zijn goedgekeurd.

Dergelijke reglementen of verordeningen zullen worden gepubliceerd en zullen in werking treden overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

HOOFDSTUK XV. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 30. Artikel 5ter van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001, wordt vervangen als volgt :

"Art. 5ter. § 1. Onder voorbehoud van paragraaf 2 is het volgende verboden :

1° de introductie in de natuur in de zin van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten, of in wildparken van niet-inheemse stammen van inheemse dier- en plantensoorten, met uitzondering van de stammen van de soorten die in het bos- en landbouwbedrijf worden gebruikt;

2° de herintroductie in de natuur van inheemse dier- en plantensoorten.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor het verlenen van een vergunning voor de introductie in de natuur van niet-inheemse stammen van inheemse soorten of voor de herintroductie van inheemse soorten.

Art. 31. In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Deze verbodsbepalingen zijn niet van toepassing op het toezicht, het beheer of de uitroeiing van invasieve niet-inheemse soorten."

Art. 32. Artikel 63 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 april 1984, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 2010 en 17 juli 2018, wordt gewijzigd als volgt :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door hij die een overtreding begaat van de artikelen 7, 31 en 32 van Verordening (EU) nr.1143/2014 van het Europees Parlement en van de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten of die de bepalingen overtreedt van de artikelen 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 25, et 37, van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten of van de besluiten genomen bij toepassing van die artikelen.”;

2° tussen de leden 3 en 4 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door hij die een overtreding begaat van de artikelen van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van niet in het derde lid bedoelde invasieve uitheemse soorten of van niet in het derde lid genoemde uitvoeringsbesluiten.”.

Art. 33. In artikel 13, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij de decreten van 18 december 2008, 10 juli 2013, 20 juli 2016 en 1 maart 2018, worden de woorden “, de vergunningsaanvragen bedoeld in de artikelen 9 en 10 van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten” ingevoegd tussen de woorden “winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering,” en de woorden “de activiteiten en installaties nodig of nuttig voor de uitvoering van een opsporingsvergunning of een mijnconcessie”.

Art. 34. Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° in de gevallen bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.”.

Art. 35. Artikel 81, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden “, alsook de vergunningsaanvragen bedoeld in de artikelen 9 en 10 van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten”.

Art. 36. Artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

“5° in de gevallen bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.”.

HOOFDSTUK XVI. — *Overgangsbepalingen voor niet-commerciële eigenaren en voor commerciële voorraden*

Art. 37. § 1. Onverminderd de meldingsplicht en de in artikel 7 bedoelde preventieve en beheersmaatregelen kan de regering de voorwaarden vaststellen voor het houden in gesloten omgeving en, in voorkomend geval, het gebruik, het vervoer, de uitwisseling en de afzet van soorten die worden gehouden overeenkomstig de overgangsbepalingen bedoeld in de artikelen 31 en 32 van Verordening (EU) nr. 1143/2014 en de artikelen 55 en 56 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019.

§ 2. Wanneer een levend exemplaar overeenkomstig artikel 32, lid 2, van Verordening (EU) nr. 1143/2014 wordt verkocht of overgedragen aan een niet-commerciële gebruiker, behoudt die gebruiker dat exemplaar alleen onder de voorwaarden van opsluiting in een gesloten omgeving en met inachtneming van de in paragraaf 1 en artikel 7 bedoelde preventieve en beheersmaatregelen.

§ 3. De overgangsregeling voor gezelschapsdieren die door eigenaren voor niet-commerciële doeleinden worden gehouden in de zin van artikel 31, § 1, en voor de soorten van de commerciële voorraden in de zin van artikel 32 van de Verordening is ook van toepassing op soorten op de nationale lijst.

Art. 38. De aanvragen voor een milieuvergunning of een globale vergunning ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

HOOFDSTUK XVII. — *Inwerkingtreding*

Art. 39. De artikelen 11, 12, 13 en 30 treden in werking op een door de regering vastgestelde datum.

De Regering kan voor elk in het eerste lid bedoeld artikel verschillende data van inwerkingtreding voorzien.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,

Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE